



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2753
7 mai 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

lutte **ouvrière**

UNION COMMUNISTE (trotskyte)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Il ne suffira pas de taxer les capitalistes, il faudra les exproprier !



États-Unis

**Promesses Biden
et réalité**

Page 16

Fonderies

**Aucun emploi ne
doit disparaître**

Page 13

Chômeurs

**Plus nombreux,
moins indemnisés**

Page 7

Leur société

- Loi Sécurité globale : la chasse aux pauvres 3
- Rentrée scolaire : le chaos continue 3
- Climat : une loi qui échauffe les esprits 3
- Premier mai : contre le chômage et la précarité 4
- Une agression antiouvrière 4
- Épidémie : la population rendue responsable 4
- Régionales : crocodiles dans le marigot 5
- Commémorations : la mémoire selon Macron 5
- Rafale pour l'Égypte : un succès du « Tuez français » 5
- Armée : dressée pour mater les peuples 6
- Déjà en 1961... 6
- Brigades rouges : arrestations très politiques 6
- Le Maire et la dette : « quoi qu'il en coûte » aux travailleurs 7
- Chômage : le tour de passe-passe 7
- Une réforme scandaleuse 7
- Résidence Allende - Saint Denis premier recul de Logirep 11
- Justice : précarité dans les prétoires 11

Dans le monde

- Inde : une tragédie sanitaire révélatrice 8
- Birmanie : Total complice de la dictature 8
- Burkina Faso : l'armée française ne protège pas la population 9
- Sénégal : colère contre les coupures d'eau 9
- Niger : un héritage empoisonné 9
- États-Unis : Biden, des discours à la réalité 16

Il y a 100 ans

- Italie, printemps 1921 : l'offensive fasciste contre le prolétariat 10

Dans les entreprises

- PPG - Bezons 11
- RATP : halte au licenciement ! 11
- Montreuil : mort d'un ouvrier sans papiers 12
- Assa Abloy - Sainte-Savine 12
- Euroflaco - Compiègne 12
- Guadeloupe : agents des collectivités 12
- Usine sucrière de Marie-Galante 12
- Fonderies 13
- Renault Trucks - Vénissieux 13
- Carrefour : Le Mans et Calais 14
- Bricorama - Troyes 14
- Amazon - Douai 14
- Tréma - Reims 15
- SNCF - Saint-Lazare 15

Élections régionales

- Antilles, des listes « Combat ouvrier Faire entendre le camp des travailleurs » 16

Taxer les capitalistes ne suffira pas, il faudra les exproprier !

Depuis que Biden, le président des États-Unis, a annoncé vouloir taxer les plus riches et les grands groupes capitalistes, les leaders de la gauche gouvernementale sont en extase. Roussel, le dirigeant du PCF, s'est même exclamé : « *C'est incroyable ... j'ai l'impression qu'il a pris sa carte au PCF... Le plan qu'il met en œuvre est un plan révolutionnaire.* »

On pourrait en rire si ce n'était aussi triste : au pouvoir, les partis de gauche ont été incapables ne serait-ce que d'augmenter les impôts des plus riches, et les voilà transis d'admiration pour Biden, le chef de la première puissance impérialiste !

Biden n'est pas plus l'ami des travailleurs que ne le sont Macron, Xi Jinping ou Poutine. Il cherche à donner un coup de fouet à l'économie de son pays et aux affaires de la bourgeoisie américaine. Et Wall Street, qui a applaudi son arrivée au pouvoir et vient de retrouver son niveau d'avant Covid, s'en félicite !

Les annonces de Biden sont en grande partie bidon. Elles se bornent pour l'essentiel à annuler les baisses d'impôts opérées par Trump et n'entreprendront en vigueur que si le Sénat les valide. Quant à la taxation internationale des multinationales qu'il brandit, elle reste purement hypothétique.

L'enthousiasme des partis de gauche ne fait pas de Biden un socialiste. Il montre seulement le degré d'abaissement atteint par le PS, le PCF ou encore La France insoumise.

Le prétendu socialisme des partis de gauche tient désormais en un slogan : « *Taxer les plus riches pour mieux partager les richesses* ». Que les plus riches, la bourgeoisie et les grands actionnaires, soient mis à contribution serait bien la moindre des choses.

Pour l'année 2020, Arnault touchera 1,5 milliard de dividende de ses actions dans LVMH, soit quatre millions pour chaque jour de l'année. Grâce à son paquet d'actions dans L'Oréal, Meyers-Bettencourt encaissera plus de deux millions par jour. Et pendant ce temps le gouvernement baisse les allocations de plus d'un million de chômeurs. Il mégote sur les salaires des soignants, la formation et l'embauche de personnel. Il fait planer la menace d'une nouvelle réforme des retraites. Il n'y a aucune raison de l'accepter. Satisfaire les besoins des travailleurs exige de prendre sur les profits de la bourgeoisie !

Ce n'est pas une question de « justice fiscale », car quelle justice attendre d'une société basée

sur l'exploitation ? C'est là une question de lutte de classe, de rapport de force, de luttes collectives. C'est la question de la défense de nos intérêts vitaux, pour laquelle il ne faut pas compter sur un homme providentiel, mais sur nos propres forces.

Taxer les capitalistes ne leur retire pas leur pouvoir de nuire. Cela ne leur enlève pas le pouvoir d'exploiter les travailleurs, d'écraser les salaires, d'imposer des conditions de travail de plus en plus difficiles aux uns et de licencier les autres. Cela ne leur enlèvera pas le droit de dominer la société du haut de leurs capitaux et de leur propriété privée.

Un des problèmes de l'heure est celui des brevets sur les vaccins anti-Covid, qui freinent leur production massive. Chaque semaine de retard dans la vaccination se solde, ici en France, par 1200 morts supplémentaires. En Inde, réputée pour être, avec la Chine, « l'armoire à pharmacie mondiale », la pénurie de vaccins et d'oxygène fait officiellement plus de 4000 morts chaque jour, et en fait sans doute bien davantage.

En s'arc-boutant sur leur propriété privée, les actionnaires des trusts pharmaceutiques se conduisent en criminels. On ne réglera pas le problème en les taxant davantage, mais en les expropriant et en organisant la production de vaccins en dehors de toute loi du profit, en dehors de la concurrence et du marché.

Si la crise sanitaire est devenue catastrophique, c'est en grande partie parce que la classe capitaliste ne jure que par ses profits. Pour la même raison, elle est responsable du chômage de masse, des inégalités, de la crise écologique et des guerres. C'est encore elle qui nous enfonce dans une crise économique sans fin et nous place en permanence sous la menace d'un nouveau krach financier. Tant que cette classe dirigera, elle sera un obstacle au progrès des travailleurs et de la société.

Plus que faire payer la bourgeoisie, il faut lui enlever les rênes de la société, la renverser, lui ôter son pouvoir en l'expropriant. Cela a été l'objectif des premières générations de militants qui se sont réclamées du socialisme et du communisme. Il doit rester celui de tous ceux qui visent à l'émancipation des exploités. Le monde ouvrier fait déjà le plus difficile : il fait fonctionner la société, malgré la crise. S'il en est capable, c'est qu'il peut la diriger !



SERGE D'IGNAZIO

Loi Sécurité globale : la chasse aux pauvres

La loi Sécurité globale, définitivement votée le 15 avril, a suscité une nouvelle saisie du Conseil constitutionnel par plusieurs dizaines d'associations du droit au logement, de défense des droits de l'homme, de soutien aux immigrés et de syndicats.

En effet, un article criminalise davantage ceux qui occupent des espaces ou des locaux sans titre de propriété. À l'automne 2020, une nouvelle loi renforçait déjà la chasse aux squatters, avec le droit donné aux préfets d'accélérer les évacuations, en incluant celles des résidences secondaires. Les médias déploieraient le triste sort de particuliers retrouvant leur maison de campagne, ou même leur domicile principal, occupés par des individus sans scrupules. Mais ce

n'est évidemment pas cette propriété-là que la loi sécuritaire vise à protéger.

Ajouté juste avant le vote final, sur la base d'amendements proposés par des sénateurs Les Républicains, l'article 1 bis précise maintenant qu'il s'agit de sanctionner davantage l'occupation de terrains ou de locaux professionnels, commerciaux, industriels ou agricoles. La police municipale pourra intervenir, retenir les occupants, en attendant de les livrer, eux et les organisateurs, à la



Manifestation contre la loi Sécurité globale le 28 novembre 2020.

police ou à la gendarmerie nationales. Les peines sont triplées, passant d'un à trois ans de prison et de 15 000 à 45 000 euros d'amende, et la liste des espaces visés est considérablement élargie.

Cet arsenal répressif supplémentaire pourra aussi bien servir contre les occupations d'usine par des

grévistes, ou celles de ZAD par des protestataires, que contre des locataires expulsés, devenus SDF et réfugiés dans des usines désaffectées, des bureaux vides ou sur des terrains en friche.

Avec l'augmentation des licenciements déjà programmés, le nombre de chômeurs incapables de payer leur loyer va

s'accroître. De très nombreuses familles n'ont déjà pas de logement correct. Au lieu de réquisitionner les immeubles vides pour loger les plus démunis, au lieu de construire des logements, le gouvernement s'apprête à réprimer davantage ceux que le patronat aura jetés à la rue.

Sylvie Maréchal

Rentrée scolaire : le chaos continue

Après deux semaines de vacances et deux semaines de cours à distance, les collégiens et lycéens ont fait leur rentrée physique lundi 3 mai, après les écoles primaires le 26 avril. Mais la situation reste aussi chaotique qu'avant la fermeture.

Le Premier ministre et celui de l'Éducation nationale étaient pour l'occasion en visite dans un lycée professionnel près de Nancy. Ils ont répété encore une fois que « le virus circule très peu » dans les établissements scolaires. C'est ce qu'ils ont répété pendant des mois, avant de devoir finalement annoncer la fermeture : autant dire que

l'affirmation n'a rien de rassurant.

D'autant qu'une fois de plus aucun moyen supplémentaire n'est prévu pour permettre un enseignement correct, dans le respect des règles sanitaires. Les enseignants, surveillants et agents d'entretien n'ont pas été vaccinés, il n'y a eu aucune embauche, ni pour les enseignants ni pour les

travailleurs du nettoyage. Dans un certain nombre de collèges, la fameuse demi-jauge pour les élèves de 4^e et de 3^e consiste simplement à les faire venir une demi-journée sur deux, mais toujours en classe entière. Autant dire que les élèves continueront à s'entasser dans les salles de classe.

La seule mesure nouvelle est l'arrivée des fameux autotests, à partir du 10 mai, qui permettraient le dépistage plus systématique des adultes et des enfants. Mais, outre le fait qu'ils ne sont pas encore arrivés, les trois

syndicats de personnel de direction ont d'ores et déjà annoncé que cette mesure est inapplicable. En effet, comme ces tests doivent se dérouler en présence d'un adulte, en l'absence de locaux et de personnel en nombre suffisant l'initiative risque fort de finir où elle est née : au fond d'un tiroir.

Le gouvernement peut bien se glorifier, en affirmant que la France est le pays qui a le moins fermé ses écoles, il oublie soigneusement de dire dans quelles conditions il les a laissées ouvertes.

Camille Paglieri

Climat : une loi qui échauffe les esprits

La loi Climat et résilience a été votée en première lecture par l'Assemblée nationale mardi 4 mai. Elle sera examinée au Sénat fin juin.

Quand le gouvernement déclare faire entrer l'écologie dans la vie, il faut comprendre que la population paiera, et particulièrement les plus pauvres, sans que pour autant une lutte contre le réchauffement climatique soit véritablement engagée. Car tout est fait pour ne pas gêner les grandes entreprises, voire pour faciliter la bonne marche de leurs affaires.

Les mesures concernant l'automobile illustrent les priorités gouvernementales. D'ici un peu plus de huit ans, celles qui émettent plus de 123g/km de CO₂ ne seront plus vendues. Parallèlement, les trusts de l'automobile vont continuer à

être gavés de subventions censées leur permettre de fabriquer des voitures électriques ou moins polluantes, en sachant que les scandales récents sur les mesures de la pollution ont montré qu'aucune confiance ne pouvait leur être accordée. Les particuliers continueront à profiter de ristournes pour le remplacement de leur véhicule, mais celles-ci profiteront à ceux qui disposent déjà d'un budget pour s'acheter une voiture neuve. Cerise sur le gâteau, le gouvernement n'a même pas le courage de limiter dès aujourd'hui la publicité pour la vente de véhicules SUV particulièrement polluants.

À l'encontre de tous ceux

qui ont des véhicules polluants, le gouvernement veut mettre en place de nouvelles zones dites à faible émission dans les métropoles de plus de 150 000 habitants. Certains véhicules ne pourront pas y circuler, ce qui exclut toutes les personnes qui ne pourront les remplacer. Ces mesures se résument donc à subventionner les grandes entreprises d'une main, et de l'autre à pénaliser les travailleurs contraints d'utiliser leur diesel jusqu'à la corde.

Par rapport au logement, le gouvernement veut agir contre les passoires thermiques : 1,8 million d'habitations ne devraient plus pouvoir être louées. Mais il ne prévoit rien ou presque pour que ceux qui y sont logés, rarement par choix,

puissent avoir un toit correct.

Au nom de l'arrêt de l'artificialisation des sols, la loi prévoit qu'il ne sera plus possible de construire des centres commerciaux à la périphérie des villes. Mais des dérogations sont prévues en cas de besoin. Cette mesure est dérisoire, car les grands groupes commerciaux sont en train de développer des espaces de vente de proximité pour répondre au changement de mode de vie d'une partie des consommateurs. En revanche, les entrepôts se développent, et à leur encontre aucune restriction n'est prévue.

Pour couper l'herbe sous le pied des écologistes, bien souvent concentrés sur la consommation individuelle, il y aura l'obligation de

proposer une fois par semaine un repas végétarien dans les cantines scolaires, le développement de la vente en vrac, ou encore l'enseignement du développement durable à l'école. Tout cela consiste à vouloir rendre le consommateur responsable de la pollution par ses choix, alors que le développement technique, l'organisation de la vie et de la consommation dépendent des choix des grandes entreprises.

Bien conscients que cette loi est une mascarade, les participants à la Convention citoyenne pour le climat, ainsi que des associations militant sur ce terrain ont prévu d'exprimer leur colère lors de la marche pour le climat, dimanche 9 mai.

Inès Rabah



Premier mai : contre le chômage et la précarité

Les manifestations du 1^{er} mai pour la journée internationale des luttes des travailleurs ont mobilisé entre 100 000 et 150 000 personnes en France.

À Paris, il y avait 20 000 manifestants dans les cortèges de la CGT, de FO, Solidaires et la FSU, ou des partis politiques.

Nombreux et dynamiques, avec slogans et musiques, les travailleurs sans papiers, organisés en plusieurs cortèges, étaient là pour montrer que la classe

ouvrière est internationale et que c'est une force.

La réforme de l'Assurance chômage, qui va pénaliser près de deux millions de demandeurs d'emploi, est dans toutes les têtes.

Il faut déclarer la « Guerre au chômage, pas aux chômeurs », lisait-on sur une pancarte.



Cortège Lutte ouvrière à Tours le 1er mai.

« Nous ne sommes pas des travailleurs Kleenex », « Les profiteurs doivent payer la crise Covid », pouvait-on lire aussi. Face au patronat qui a déjà commencé à faire payer la crise sanitaire aux travailleurs, une femme de ménage salariée d'une chaîne

d'hôtels de luxe expliquait : « Notre point commun à tous, c'est le travail. Il faut qu'on se batte tous ensemble. »

La presse s'est gaussée du faible nombre de participants, comparé à des Premier mai précédents. Mais, dans le contexte de

couvre-feu, loi sécurité globale, etc., il a été l'occasion pour les manifestants d'exprimer collectivement leur colère après plus d'un an de crise sanitaire et d'attaques gouvernementales et patronales.

Joséphine Sina

Une agression antiouvrière

À la fin de la manifestation du 1^{er} mai à Paris, plusieurs dizaines de manifestants se sont attaqués au cortège de la CGT, avec jets de pavés sur les camionnettes, insultes racistes et homophobes. Des militants de la CGT ont été tabassés. Vingt-et-un d'entre eux ont été blessés, dont quatre ont dû être hospitalisés.



Des heurts entre casseurs et militants syndicaux se sont également produits lors de la manifestation du 1^{er} mai à Lyon où, aux militants CGT de chez Deliveroo qui les interpellaient sur les risques que leurs actions faisaient prendre à des livreurs sans papiers,

les casseurs ont répondu qu'ils n'en avaient rien à faire. Quelles que soient les motivations et idées de ceux qui ont perpétré l'agression contre la CGT, qu'ils se réclament des black-blocs, des gilets jaunes ou autres, celle-ci est odieuse.

La CGT s'est vu reprocher

de collaborer avec la police. Le slogan « CGT collabo » a été tagué sur une camionnette du syndicat, accusé de n'être pas intervenu pour défendre les manifestants qui s'affrontaient avec les CRS le long du cortège et même de « balancer » des gilets jaunes.

Il y a bien des choses à reprocher à la politique des dirigeants syndicaux de la CGT, et d'autres syndicats, à laquelle d'ailleurs nombre de leurs militants n'adhèrent pas forcément : leur réformisme, leur abandon d'une politique de classe offensive. Une opposition venant du camp des travailleurs, de ceux qui pensent que l'ennemi est la classe capitaliste et les bandes armées qui défendent ses intérêts, CRS, police, armée, est légitime. Mais ce n'est pas ce type d'opposition que ces agresseurs de la CGT expriment. Ils se réfugient derrière une pseudo radicalité selon laquelle manifester ne servirait à rien. Il faudrait « passer à l'action » en se livrant à des attaques contre

la police ou à des bris de vitrines de banques ou des commerces de luxe. Ceux qui ne se retrouveraient pas dans ces actions ne mériteraient que d'être considérés comme des ennemis, voire des « collabos ».

Parmi ces manifestants qui ont exprimé leurs « critiques » vis-à-vis de la CGT à coups de barres de fer, il a pu se trouver des militants d'extrême droite, ceux-ci cherchant à se renforcer au travers de telles actions contre tout ce qui s'apparente au mouvement ouvrier organisé. Mais, même si cela n'était pas le cas, ceux qui ont participé à cette agression, qu'ils en aient conscience ou pas, se sont placés du même côté de la barrière que ceux, politiciens, partis d'extrême droite, qu'anime une haine farouche du monde ouvrier. Ils se sont aussi placés du même côté que ces commentateurs, invités régulièrement dans les médias, qui ne ratent aucune occasion pour dénigrer les grèves, les manifestations et les

syndicats, et dont la propagande renforce les courants les plus réactionnaires prêts à passer à l'action.

Les militants de Lutte ouvrière qui étaient eux aussi présents dans les manifestations du 1^{er} mai se sentent entièrement solidaires des militants de la CGT agressés.

Aline Rétesse

Nathalie Arthaud sur Tweeter : solidarité avec les militants de la CGT



Nathalie Arthaud
@n_arthaud
Porte-parole de @LutteOuvriere

#1erMai2021 #BlackBloc ou pas, l'agression des militants de la #CGT en fin de cortège est odieuse. Preuve que derrière la pseudo radicalité, il peut se cacher une violente hostilité au monde ouvrier et à ses militants ! Solidarité avec les militants blessés de la #CGT.

8:53 AM · 2 mai 2021 · Twitter for iPhone

Épidémie : la population rendue responsable

Fin de la limite des 10 km le 3 mai, ouverture des terrasses, des cinémas et des commerces le 19, puis des foires, des salles de sport et des stades, etc., telles ont été les dernières annonces de Macron.

Incapable d'annoncer un recul de l'épidémie, et surtout incapable de prendre les mesures qui protégeraient un tant soi peu les travailleurs et soulageraient vraiment les soignants, le gouvernement continue d'annoncer des mesures de restriction, puis d'ouverture, pour tenter de montrer qu'il maîtrise la situation et sait où il va.

La levée progressive des

mesures de confinement est annoncée alors que le nombre de cas a à peine commencé à se stabiliser. En réalité, l'épidémie est loin d'être jugulée. Le nombre de malades hospitalisés et de personnes en soins intensifs correspond aujourd'hui à peu de chose près au pic de la seconde vague : près de 29 000 hospitalisations, contre 33 000 le 17 novembre, et environ 5600

personnes en soins intensifs, contre moins de 5000 à la même date.

Pour faire patienter la population, les autorités ont donc remplacé les objectifs chiffrés de nombre de cas par quelque chose de plus positif, qui rappelle davantage le calendrier de l'Avent : chaque semaine, on aura (peut-être) le droit d'ouvrir quelque chose (là où c'est possible). Il s'agit de présenter comme un retour à la normale le maintien dans une situation dramatique, quitte à attribuer ensuite

la responsabilité de la prolongation de l'épidémie aux comportements individuels.

À l'hôpital, l'épuisement qui s'ajoute à la surcharge de travail rend néanmoins la situation des soignants encore pire que l'an dernier. Les choses ne risquent pas d'aller en s'arrangeant, puisque le gouvernement se refuse à la moindre promesse qui pourrait remédier à la situation dans les hôpitaux, dénoncée depuis des années par les travailleurs de la santé et révélée au grand jour par l'épidémie.

Pour le reste des salariés, les mesures d'assouplissement du droit du travail ont été prolongées et le patronat s'efforce de les contraindre à poser des jours de congé, pour limiter au minimum les vacances dont ils pourraient disposer une fois la crise sanitaire passée.

S'il y a quelque chose qui n'a été ni confiné ni réduit ces derniers mois, c'est bien le cynisme du gouvernement et l'avidité de la classe patronale.

Sacha Kami

Régionales : crocodiles dans le marigot

Après que Castex a annoncé en personne le retrait de la liste LREM aux élections régionales en PACA pour se rallier à celle du LR Renaud Muselier, sous le prétexte éculé de battre le RN, Les Républicains connaissent un petit séisme.

Cette affaire, qui concerne avant tout les politiciens de droite et les partis de la bourgeoisie, s'inscrit dans la suite de la recomposition politique lancée par Macron depuis 2017. Après avoir siphonné les électeurs et les cadres du PS pour accéder au pouvoir, Macron, dont le propre parti est peu implanté localement, n'a eu de cesse de réserver le même traitement à LR. Il a déjà nommé à des postes clés de son gouvernement des personnalités venues

de LR, Philippe, Le Maire, Castex ou Darmanin et il en drague d'autres, dont le maire de Nice, Estrosi. Le président-candidat voudrait que la présidentielle de 2022 se résume à un duel Macron-Le Pen. Malgré sa politique antiouvrière et réactionnaire, il pourrait ainsi rallier tous ceux qui redoutent une victoire du RN. Les élections régionales lui servent pour cela de test et d'étape intermédiaire.

Sur presque tous les sujets, à commencer par

le terrain économique et social et jusqu'au vocabulaire, les électeurs de droite peuvent se retrouver dans la politique de Macron. Pour se distinguer et pour gagner des voix toujours plus à droite, LR et LREM font de la surenchère sur le terrain de l'insécurité, de l'islamophobie, de la dénonciation de l'immigration. Cette course à l'échalote, qui répand des idées réactionnaires sur tous les plateaux télé mais surtout dans les consciences, renforce au fond le RN, qui a la primauté sur ce terrain et n'a jamais eu l'occasion de se discréditer en exerçant le pouvoir.

Les dirigeants de LR sont de plus en plus pris en

tenaille entre Macron et Le Pen. Certains, comme Muselier ou Estrosi, voient dans leur ralliement à Macron la seule façon de conserver leurs postes. D'autres, comme Mariani, ont rejoint le RN. Chaque ralliement affaiblit les positions de l'écurie LR, ce qui explique les protestations qui en émanent. Mais les ténors de LR ne veulent pas insulter l'avenir et, comme leur espace politique se rétrécit, ils ont finalement maintenu leur investiture à Muselier sous réserve qu'il ne mette pas ouvertement de LREM sur sa liste. Tous attendent avec prudence de voir le résultat des régionales en PACA, mais aussi dans les régions

que Wauquiez, Bertrand ou Péresse espèrent transformer en rampes de lancement pour leur propre candidature.

Dans ce marigot, les travailleurs n'ont que des ennemis avérés, du RN qui cherche à se présenter en parti vierge loin des combinaisons, jusqu'à ceux, à droite comme à gauche, qui multiplient les manœuvres, au nom de l'unité, sous prétexte de faire barrage à Le Pen. Il ne leur reste que l'option d'utiliser, avec Lutte ouvrière, leur bulletin de vote pour exprimer le plus clairement possible leur intérêt de classe.

Xavier Lachau

Commémorations : la mémoire selon Macron

Les commémorations en tout genre, Macron en fait ses délices. Elles lui permettent d'occuper pour un jour le devant de la scène sans que cela risque de diminuer sa popularité.

Mais, par-dessus tout, il aime s'approprier la célébrité d'hommes politiques. En janvier, il s'était recueilli sur la tombe de Mitterrand, à Jarnac, pour le 25^e anniversaire de sa mort. L'année précédente avait été pain béni pour lui, de Gaulle lui offrant plusieurs occasions de célébrer sa mémoire : c'était à la fois le 130^e anniversaire de sa naissance, le 80^e de l'Appel du 18 juin et le 50^e de sa mort, le 9 novembre 1970. Clemenceau avait eu droit la même année au dépôt d'une gerbe de fleurs par le président devant sa statue le 11 novembre, pour le 102^e anniversaire de l'armistice de 1918, bien que le choix de la date n'ait pas donné un compte rond.

En 2019, là, Macron avait raté son coup : il y a 250 ans, le 15 août 1769, naissait Napoléon Bonaparte, date passée inaperçue parmi la population. Il en aurait été de même pour l'anniversaire de sa mort si les médias ne s'en étaient pas emparés et si le président n'avait pas décidé de participer aux cérémonies de commémoration du mercredi 5 mai. Ses prédécesseurs avaient habilement évité d'honorer ce personnage, arrivé au pouvoir en 1799 par un coup d'État mettant un point final à la période de la Révolution. En même temps qu'il consolidait le pouvoir de la bourgeoisie par la création d'institutions et la promulgation d'un Code civil privilégiant les possédants, Bonaparte imposait sa dictature et, aux Antilles françaises, il rétablissait l'esclavage qui avait été aboli par la Convention en 1794.

En participant à cette commémoration, même s'il a émis quelques critiques envers la politique de Napoléon 1^{er}, Macron choisit de faire un pas de plus vers la droite réactionnaire qui idolâtre le fossoyeur d'une révolution et glorifie tout État autoritaire capable de protéger ses richesses.

Marianne Lamiral

Rafale pour l'Égypte : un succès du "Tuez français"



La dernière opération commerciale du ministère de la Défense, un nouveau contrat à près de 4 milliards d'euros signé par l'Égypte du dictateur al-Sissi pour la fourniture par Dassault Aviation de trente Rafale supplémentaires, aura fait au moins trois heureux.

Le maréchal Sissi se montre un des grands pourvoyeurs de l'armée de l'air égyptienne en avions de guerre, depuis l'époque révolue des Mirage. La ministre Parly, elle, se réjouit de ce qu'elle voit comme un « partenariat stratégique et militaire entre la France et l'Égypte, et un nouveau succès à l'export pour la France et son industrie de défense ». Enfin, Dassault Aviation remplit son carnet de commandes pour trois ans et empoche 3,75 milliards d'euros, ses collègues MBDA et Safran Electronics & Defense obtenant pour leur part une commande à

200 millions.

Déjà à la tête de 24 autres Rafale financés par l'Arabie saoudite, le régime égyptien pourra cette fois compter sur un prêt sur dix ans de quatre grandes banques, le Crédit agricole, la Société générale, BNP Paribas et le CIC, garanti à 85% par l'État français. Autrement dit, ce sont en dernier ressort les finances de l'État français qui supporteront ce trou de quelques milliards, avant de le faire payer par de nouvelles dégradations dans les services publics ou le versement des pensions.

Préparée par une visite de Macron au Caire en

janvier 2019, la négociation avait connu un léger froid lorsque le président français avait timidement fait allusion au respect des droits de l'homme. Le nuage avait été chassé par la remise de la grand-croix de la Légion d'honneur à Sissi en décembre 2020. Puis, il y a quelques semaines, une visite officielle du directeur de la DGSE avait scellé les bonnes relations et le rôle que l'impérialisme français attend de l'Égypte de Sissi dans la région.

Dans un tel marché, où les calculs stratégiques des puissances impérialistes s'additionnent aux intérêts des capitalistes de l'armement, ni la vie des populations ni celle des opposants emprisonnés et torturés par Sissi ne pèsent bien lourd.

Viviane Lafont



Du sublime au ridicule, il n'y a qu'un pas » (Napoléon)

Armée : dressée pour mater les peuples

Judi 29 avril, le quotidien *Aujourd'hui en France* a publié une interview du général Lecointre, le chef d'état-major des armées. Il donnait la réponse officielle de l'armée française à la tribune-pétition d'une poignée de généraux en retraite qui agitent le spectre d'une intervention de l'armée pour « redresser la France ».

«L'armée est républicaine, elle n'est pas politisée, combat tous les jours pour son pays», a déclaré le chef des armées, annonçant des sanctions. Les dirigeants de gauche, qui réclamaient que l'armée rappelle sa fidélité à la république, pourront sans doute aussi dormir sur leurs deux oreilles. Toute l'opération relève de la supercherie car le très républicain général Lecointre et les généraux d'extrême droite pétitionnaires partagent, au minimum, un point commun: ils distillent le même mensonge d'une armée qui serait du côté du peuple.

Quant aux sanctions, si elles sont appliquées, elles seront dérisoires, les retraités pourraient perdre leur carte d'identité militaire sans perdre leur pension ni leur grade. Les autres risquent des avertissements, voire des jours de prison.

L'armée française est formée, dressée, pour intervenir contre la population, en particulier le corps des officiers, et la prétendue tradition républicaine n'y change rien. Bien sûr, cela est moins manifeste aujourd'hui que lorsque la

troupe écrasait la Commune de Paris au 19^e siècle, tirait sur les grévistes sous la III^e République, ou même quand après la Deuxième Guerre mondiale, la IV^e République à peine instaurée, l'armée était envoyée contre les mineurs en grève dans le Nord. Les gendarmes mobiles, corps de répression fondé au début des années 1920, sont des militaires et ils ne sont pas moins féroces face aux travailleurs en lutte, ou contre les gilets jaunes, que ne le sont les CRS de la police nationale.

En fait, la véritable nature

de l'armée se vérifie depuis maintenant des décennies lors des « opérations extérieures », comme cela a été le cas en particulier en Afrique. Aujourd'hui, la propagande abreuve l'opinion de « guerre contre le terrorisme » et invente le mythe d'une armée au rôle quasi humanitaire. Mais il n'y a qu'à rappeler ce que l'armée française fait quotidiennement au Mali, en Centrafrique, etc. pour qu'elle apparaisse comme une « bande d'hommes en armes » dressée contre les peuples, ou prête à appuyer d'autres bandes armées ne reculant devant aucun massacre. Le général Lecointre était capitaine au Rwanda en 1994, lors de l'opération Turquoise. À la seule évocation des responsabilités de la France et son armée dans le



La troupe contre les grévistes le 1^{er} Mai 1906 à Paris.

génocide, il en perd sa neutralité: «C'est une injure faite à nos soldats!» Pour lui, qui se présente en protecteur des libertés démocratiques en France, la République et l'armée française peuvent assumer sans état d'âme des massacres en Afrique.

Le général Lecointre fera

peut-être semblant de punir les officiers qui se sont exprimés dans une tribune d'extrême droite mais, si la défense de l'ordre bourgeois l'exigeait, il n'hésiterait pas plus que ses généraux pétitionnaires à faire donner la troupe.

Boris Savin

Déjà en 1961...

La ministre des Armées, Florence Parly, et le général Lecointre ont menacé de radier des cadres les officiers en retraite initiateurs du texte-pétition publié dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles* et de sanctionner les militaires d'active signataires.

Pour mesurer ce que valent ces paroles, on peut rappeler l'indulgence

qu'avait eue la République pour les généraux Salan, Zeller, Challe et Jouhaud, organisateurs du putsch, lui bien réel, d'avril 1961 à Alger contre de Gaulle. Après son échec, Zeller et Challe se rendirent très vite; les généraux Salan et Jouhaud fondèrent l'Organisation armée secrète, l'OAS, qui pratiqua des attentats en Algérie et en France, tuant des milliers

d'Algériens et d'Européens. L'OAS exécuta le chef de la Sûreté en Algérie, le commissaire Roger Gavoury, et organisa un attentat contre de Gaulle. C'était quand même une tout autre menace pour le gouvernement en place qu'une pétition relayée par l'extrême droite.

Salan et Jouhaud finirent par être arrêtés en 1962 et rejoignirent Zeller et Challe en prison.

Ce fut pour quelques années seulement: Zeller et Challe furent libérés en 1966, Jouhaud en 1967 et Salan en 1968, quand de Gaulle amnistia le «quartier de généraux». En 1982, Mitterrand rétablit dans leurs droits les officiers putschistes de 1961, dont Salan et Jouhaud – Challe et Zeller étant morts quelques années auparavant.

B. S.

Brigades rouges: arrestations très politiques

Fin avril, la police française a arrêté neuf réfugiés politiques italiens, anciens membres des Brigades rouges ou d'autres organisations nées dans les années 1970, comme Lotta continua.

Ces réfugiés bénéficiaient depuis des années de l'asile politique en France, où ils avaient refait leur vie et ne revendiquaient plus depuis longtemps la lutte armée. Leur arrestation aujourd'hui relève de la basse vengeance et d'un « procédé innommable » qu'a dénoncé leur avocate. Mais Macron a justifié cette action en disant: «La France, elle aussi frappée par le terrorisme, comprend l'absolu besoin de justice des victimes.»

Dans le climat politique actuel, entretenu par les déclarations gouvernementales sur un prétendu islamo-gauchisme qui serait le complice objectif des terroristes, le fait de mettre dans le même sac les attentats djihadistes et les actions

des groupes ayant revendiqué la lutte armée durant les « années de plomb » en Italie n'est pas innocent. Ces derniers ont mené, il y a cinquante ans, des attentats ciblés contre des personnes – magistrats, politiciens, grands patrons, hauts gradés de l'armée – symbolisant la bourgeoisie et l'État à son service. La méthode des attentats individuels n'a certes rien à voir avec la politique communiste révolutionnaire. Ces militants voyaient dans ces actions une étape vers le renversement de l'État bourgeois, sans s'appuyer le moins du monde sur la classe ouvrière, au nom de laquelle ils prétendaient pourtant agir. Mais, à l'époque, les attentats aveugles faisant des dizaines

de victimes, comparables à ceux commis aujourd'hui un peu partout dans le monde par les djihadistes, étaient le fait de l'extrême droite, qui agissait de surcroît avec la complicité de pans entiers de l'appareil d'État italien.

Dans cette affaire, la lutte contre le terrorisme est tout autant un prétexte que la compassion vis-à-vis des familles de victimes. Macron veut s'afficher comme un ferme partisan de l'ordre, y compris contre l'extrême gauche. Il montre qu'il ne veut pas respecter la « doctrine Mitterrand », par laquelle celui-ci avait accepté l'asile politique en France des italiens partisans repentis du terrorisme « s'ils n'avaient pas commis de crimes de sang ».

Mais Macron veut aussi faire un petit cadeau à Mario Draghi, le chef du gouvernement italien. Voilà des décennies que l'État italien

présente à la France une liste de 200 personnes dont il demande l'extradition. En lui en concédant dix, l'un étant encore recherché, Macron donne l'occasion à Draghi d'apparaître comme plus efficace que ses prédécesseurs, y compris plus fort que Salvini, le dirigeant de la Ligue d'extrême droite, qui avait dû se contenter de l'extradition d'un seul militant d'extrême gauche,

Cesare Battisti, obtenue de la Bolivie, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, en janvier 2019.

Les recours en justice permettront peut-être aux neuf ex-militants d'échapper à l'emprisonnement en Italie. Mais, quelle que soit l'issue de cette mise en scène, elle aura permis à Macron d'ajouter une pierre à son édifice réactionnaire.

Nadia Cantale



Attentat d'extrême droite au siège de la banque de l'agriculture à Milan en 1969.

Le Maire et la dette : "quoi qu'il en coûte" aux travailleurs

Le 1^{er} mai le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a livré ses calculs économiques et ses prévisions budgétaires. Ainsi l'État aurait dépensé 168 milliards d'euros en 2020 pour maintenir à flot l'économie française, suivant les directives de Macron qui avait promis que cela serait fait, « quoi qu'il en coûte ».

Sans même discuter ce chiffre, on ne peut que constater que cette manne a été très inégalement répartie. À la fin de l'année 2020, les grandes fortunes avaient augmenté de quelques dizaines de milliards, alors que le monde du travail avait perdu des centaines de milliers d'emplois et un nombre incalculable de petits boulots, précaires ou saisonniers, déclarés ou non. Le salaire

des travailleurs mis en chômage partiel a été amputé, de nombreuses primes et des jours de congé ont été supprimés, etc. Le quoi qu'il en coûte aura donc en fait coûté cher aux travailleurs salariés ainsi qu'à nombre de petits et surtout de très petits patrons, contraints d'interrompre ou de limiter leurs activités.

Le Maire a exposé ensuite ses idées sur la façon de rembourser ces

168 milliards et ceux qui seront encore dépensés, quel que soit le montant réel. Le ministre commence par la chanson douce: le redémarrage de la croissance, créant de nouvelles richesses et de nouvelles ressources pour les finances publiques suffira, espère-t-il, pour payer les dettes. Sauf que personne, ni lui ni Nostradamus, ne peut affirmer que croissance il y aura. De plus, les économistes, distingués ou non, ont cru discerner plusieurs périodes de mini-croissance ces dernières décennies, sans que la dette publique cesse pour autant d'augmenter.

Alors vient l'air de la

purge, dans lequel Le Maire préconise la poursuite des réformes. Il a cité celle de l'Assurance-chômage, qui prévoit de diminuer les allocations de centaines de milliers de sans-emploi et dont le principe a été voté par les députés. Il annonce la poursuite de celle des retraites, telle que les travailleurs l'ont rejetée lors du mouvement de l'hiver 2019-2020, avec l'allongement de la durée de cotisation, la diminution des pensions, le calcul par points.

Pour conclure son réci-tal, le ministre promet une meilleure gouvernance des finances publiques. On sait que c'est en utilisant ce

genre de phrase creuse de politicien que, par exemple, les gouvernements successifs ont fermé des hôpitaux, des services et des lits, avec les résultats catastrophiques que l'on sait. Pour Le Maire et les siens, visiblement, il reste des hôpitaux à saccager, des écoles à fermer, des emplois utiles à supprimer dans les services publics.

Avec ou sans pandémie, la dette publique a pour fonction essentielle de transférer le produit du travail social de la classe travailleuse dans les coffres-forts de la classe parasite.

Paul Galois

Chômage : le tour de passe-passe

La publication des chiffres du chômage pour le début de l'année 2021 a été l'occasion pour le gouvernement de vanter sa politique. La ministre du Travail, Élisabeth Borne, a osé déclarer fièrement : « le chômage a augmenté de 8 % l'année dernière, de plus de 25 % lors de la crise de 2008 ».

Le gouvernement s'appuie sur des chiffres qui prouveraient une baisse de 14 000 chômeurs de catégorie A, sans aucune activité, entre janvier et mars, sur 3,56 millions de chômeurs pour la France métropolitaine. Sans même parler de cette baisse dérisoire, tous les chômeurs savent bien que sortir des comptes de Pôle emploi n'a souvent rien à voir avec un retour au travail: il suffit de faire un stage, ou de rater un rendez-vous et d'être radié. Mais en réalité, en 2020, le nombre de chômeurs a augmenté de 4,5 %. Officiellement, fin 2020, il y en avait plus de six millions, toutes catégories confondues.

Et encore, ces chiffres officiels ne tiennent pas compte d'une hausse bien plus importante: celle du chômage partiel. Entre février et mars, 100 000 travailleurs de plus se sont retrouvés dans cette catégorie, qui compte dorénavant 2,6 millions de salariés du

privé. En mars, 197 millions d'heures ont été prises en charge au titre du chômage partiel, soit une indemnisation de 2 milliards d'euros, contre 1,7 milliard en janvier, et 1,6 en février. Et le gouvernement annonce une prolongation des aides presque chaque mois, maintenant ainsi l'économie dans un coma artificiel, dont il espère sortir le plus doucement possible, tout en sachant qu'en réalité le chômage risque alors d'exploser.

En attendant, les embauches vitales dans la santé, dans l'éducation et dans bien d'autres secteurs restent au point mort, et on aboutit à cette aberration qu'est l'inactivité forcée d'un côté, et l'épuisement au travail de l'autre. Face à cette catastrophe, les travailleurs, eux, ont tout intérêt à exiger des embauches massives, partout où il y a un besoin.

Camille Paglieri



Manifestation contre le chômage, le 23 avril 2021.

Une réforme scandaleuse

Les conséquences de la réforme du mode de calcul des allocations-chômage, que le gouvernement veut appliquer dès le 1^{er} juillet prochain, s'annoncent dramatiques pour une large fraction des travailleurs.

La principale attaque consiste à prendre comme référence pour le calcul des indemnités le salaire effectivement touché sur les vingt-quatre derniers mois. Jusqu'à présent en effet, c'est le salaire reconstitué des douze derniers mois qui sert de référence, c'est-à-dire, contrairement au nouveau calcul, en neutralisant les périodes non travaillées pour absence, congé maladie, maternité ou chômage.

L'Unédic, l'organisme qui gère le paiement des indemnités, avait déjà calculé que la réforme ferait baisser les revenus de 38 % des chômeurs. Mais

la nouvelle étude de cas de l'Unédic, demandée par la CGT, ajoute encore au scandale de la baisse généralisée pour une grande partie des chômeurs.

Suivant leur situation, les conséquences seront encore plus dramatiques pour certains travailleurs. Selon l'étude de cas, pour des salariés à durée de travail et à salaire égaux, les inégalités de traitement pourraient représenter dans certains cas un écart de 1 à 47. La raison principale en est le fractionnement de l'emploi pendant la période servant à calculer les indemnités. Ainsi, deux salariés

percevant le même salaire, pour les mêmes emplois, et connaissant une période d'inactivité égale à un mois tous les deux, ne toucheront pas la même indemnité suivant qu'ils auront travaillé un mois plein, du 1^{er} au 31, ou à cheval sur deux mois (du 15 au 15 par exemple)!

Cette réforme appauvrit donc certains travailleurs plus que d'autres. Mais elle menace toute la classe ouvrière. En poussant des travailleurs privés d'emploi vers la misère, en précarisant de plus en plus la vie des chômeurs, le gouvernement accroît la pression sur toute la classe ouvrière, permettant au patronat de tenter d'imposer des conditions d'exploitation plus dures.

Nadia Cantale

Inde : une tragédie sanitaire révélatrice

Avec 400 000 nouvelles contaminations et 4 000 décès quotidiens officiellement recensés, l'épidémie déferle désormais de façon incontrôlée dans les grandes villes mais aussi dans les campagnes indiennes.

Les images dramatiques des personnes mourant sur les trottoirs, et des bûchers funéraires installés dans des parcs publics symbolisent cette tragédie.

Tous les observateurs s'accordent pour estimer que cette hécatombe est, volontairement ou par faute de moyens, largement sous-évaluée par le gouvernement central comme par les différents exécutifs des États qui composent l'Union indienne. Le nombre réel de morts pourrait être de 50 000 par jour !

Le chaos sanitaire et ses origines

L'un des problèmes les plus urgents est la pénurie d'oxygène pour compenser les situations de détresse respiratoire. Sa production est largement insuffisante, d'autant plus que le gouvernement a permis à plusieurs secteurs industriels, dont ceux de l'acier et du pétrole, de continuer à recevoir les énormes volumes d'oxygène qu'ils consomment. Pour le transport de ce gaz, l'Inde ne dispose que de 1 172 camions équipés dans un pays grand comme six fois la France et dont le réseau routier ne permet pas un acheminement rapide. Les quelques trains, baptisés Oxygen Express, mis en service et les avions de l'armée qui ont transporté des camions vides pour accélérer les rotations ne

suffisent pas à pallier cette situation. Nombre d'hôpitaux ne sont en outre même pas équipés pour stocker l'oxygène dont ils ont besoin. L'aide internationale, très limitée, qui commence à être acheminée, sera bien incapable de freiner la dynamique actuelle. Mais elle permet aux dirigeants des grandes puissances, dont le bilan dans ce domaine est pourtant pitoyable, et dont les entreprises pillent l'Inde, de se poser en sauveurs et en donneurs de leçons.

Une économie à la fois aussi inégalement développée que celle de l'Inde, et tout entière organisée en fonction des seuls intérêts des plus riches, est bien incapable de faire face à la crise et de répondre aux besoins de sa population. Cette tragédie met notamment en lumière le sous-investissement criant dans le système de santé depuis des décennies. La bourgeoisie accède aux équipements modernes, souvent dans des établissements privés, et le gouvernement se targue d'avoir transformé le pays en « pharmacie du monde » : l'industrie pharmaceutique emploie 2,7 millions de salariés et fournit 60 % de la production mondiale de vaccins, en sous-traitance pour les grands laboratoires pharmaceutiques.

Mais accéder aux soins reste un véritable combat pour la grande majorité des



exploités. L'Inde ne compte que cinq lits d'hospitalisation (contre 43 à la Chine) et huit médecins pour 10 000 habitants, ce qui la place à la 137^e place mondiale. 90 % des pauvres n'ont aucune couverture santé et doivent sortir l'argent pour le moindre médicament. Ces dépenses seraient directement responsables de la pauvreté de millions de personnes.

Aujourd'hui, ce sont des pans entiers de la petite bourgeoisie qui sont menacés dans leur survie même.

Modi : déni, inaction et mépris pour les classes populaires

Face à l'incurie et au mépris du gouvernement, la colère grandit contre le Premier ministre, Modi. Pendant des mois, ignorant les mises en garde des médecins et masquant les vrais chiffres, celui-ci a préféré engager ses troupes dans la campagne électorale et

flatter ses partisans les plus religieux, en autorisant un pèlerinage réunissant des millions de croyants venus de tout le pays.

La deuxième vague de Covid est survenue peu après que Modi a affirmé sa victoire sur la maladie, déclarant que le succès de l'Inde ne pouvait être comparé à aucun autre pays et qu'il avait « sauvé l'humanité d'une grande catastrophe en maîtrisant efficacement le coronavirus ». Niant toutes les évidences, Modi prétend toujours avoir la situation sous contrôle et son ministre de la Santé réaffirmait le 29 avril : « Le taux de mortalité du Covid-19 en Inde est le plus bas du monde. »

En réalité, le gouvernement n'a rien fait, notamment pour pallier la pénurie d'oxygène. Dans l'Uttar Pradesh, État dirigé par le parti nationaliste hindouiste de Modi, les autorités avaient même menacé ceux qui colporteraient les rumeurs de pénurie d'oxygène. Modi avait quant à lui

annoncé la production de petits générateurs dédiés aux hôpitaux, mais une trentaine seulement ont été construits. Et il continue d'accuser les gouvernements des États et surtout la population, dont des millions de petits paysans en lutte contre sa politique agraire depuis des mois, d'être responsables de la reprise de l'épidémie, de bloquer l'acheminement de l'oxygène et d'avoir été négligents. Sa seule réponse est de décréter un confinement qui précipite des dizaines de millions de travailleurs dans l'extrême misère et les réduit à la famine.

Face au mépris de leurs dirigeants, serviteurs des intérêts de la bourgeoisie indienne et des grandes puissances, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre constituent une force considérable. La seule capable de sortir ce pays du sous-développement et de la barbarie auxquels le capitalisme les condamne.

Pierre Delage

Birmanie : Total complice de la dictature

Des documents de l'administration birmane ayant fuité au lendemain du coup d'État du 1^{er} février viennent de jeter une lumière crue sur les liens existant entre le groupe Total et la dictature militaire.

En réalité, cela fait longtemps que ces liens sont dénoncés. De multiples rapports ont déjà fait état

de la façon dont Total et son partenaire américain Chevron ont développé leurs activités en Birmanie grâce à l'appui de la dictature militaire : exécutions, travail forcé, expropriations expéditives de terrains... En contrepartie, la junte prélève sa part des bénéfices de l'exploitation gazière. Les documents révélés récemment apportent des informations sur les modalités de cette collaboration financière.

Depuis 1998, Total et Chevron exploitent

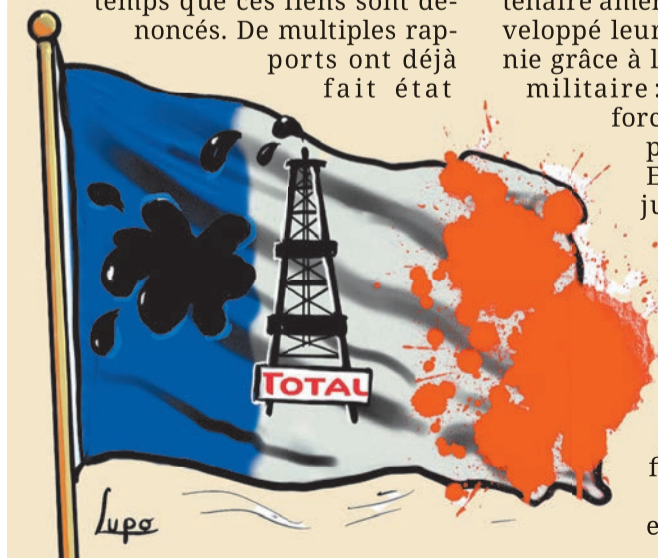
un gisement de gaz au large des côtes birmanes. Les mêmes sont aussi les principaux actionnaires de la société propriétaire du pipe-line acheminant le gaz vers la Thaïlande, la Moattama Gas Transportation Company (MGTC). En facturant le transport à un coût très élevé, ils organisent ainsi un simple transfert d'une de leurs poches à une autre. Mais cela leur permet de diminuer les redevances dont ils s'acquittent au titre de l'exploitation des ressources gazières du pays. La MGTC étant basée dans le paradis fiscal des Bermudes, profits et dividendes échappent aussi à toute imposition. C'est donc tout bénéfique, en premier lieu pour les actionnaires de Total et de Chevron, mais aussi pour les militaires. En contrôlant une société publique, elle aussi actionnaire de la MGTC, ils ont pu empocher chaque année des

sommes supérieures aux budgets de la Santé ou de l'Éducation du pays.

Depuis le 1^{er} février, rien n'a changé. Total apporte ainsi son soutien financier aux militaires putschistes qui mènent une répression sanglante pour tenter de venir à bout de la contestation. D'après une ONG, plus de 700 personnes auraient été tuées, et plus de 3 500 seraient emprisonnées.

Mais rien de tout cela n'est susceptible de troubler les dirigeants de Total. Interrogés à propos du système de financement révélé par les médias, ils se sont contentés de déclarer qu'il s'agissait d'un schéma classique. En effet le pillage des ressources, la corruption des dictateurs, la répression des opposants, tout cela est très classique pour les dirigeants et actionnaires de groupes comme Total.

Marc Rémy



Burkina Faso : l'armée française ne protège pas la population

Au Burkina Faso, la liste des villages saccagés et des habitants assassinés lors d'attaques djihadistes ne cesse de s'allonger. Lundi 3 mai au moins 30 personnes ont ainsi péri à Kodyel, un petit village situé près de la frontière du Niger.

Une fois de plus, des centaines d'hommes armés ont encerclé un village à l'aube et ont ouvert le feu sur les habitants, tuant presque tous les hommes. Une semaine auparavant, d'autres villages avaient été attaqués dans la province du Séno, et 15 personnes avaient perdu la vie. Ces attaques sèment la panique et poussent les villageois à s'enfuir loin de chez eux. Le Burkina compte aujourd'hui un million de déplacés, pour une population de 21 millions d'habitants. Ceux qui ne trouvent pas refuge chez des proches s'entassent dans des camps

où ils ne reçoivent qu'une aide alimentaire réduite, bien insuffisante pour nourrir leurs familles.

Cela fait maintenant plus de sept ans que l'armée française a débarqué au Mali, sous prétexte de protéger la population, et bientôt six ans qu'elle a étendu son action au Burkina Faso avec l'opération Barkhane. Loin d'être protégée, la population de ces pays vit dans la peur comme jamais auparavant, prise entre les attaques djihadistes, les conflits intercommunautaires et les exactions des armées locales et parfois de

l'armée française. Toute la région a été complètement déstabilisée. Au Burkina, le gouvernement a armé des milices villageoises, les Volontaires pour la défense de la patrie, dont la principale occupation est de s'en prendre aux populations peules, accusées d'être unanimement complices des djihadistes. Ces derniers, de leur côté, assassinent des villageois qu'ils soupçonnent de s'être ralliés aux UDP. Ce gouvernement, soutenu par la France, alimente ainsi un cycle sans fin de représailles et de contre-représailles, comme au Mali voisin.

Face à un tel bilan, une conclusion immédiate s'impose : troupes françaises hors d'Afrique!

Daniel Mescla



Une des mines d'Areva au Niger.

Niger : un héritage empoisonné

Orano, anciennement Areva, a fermé fin mars sa mine d'uranium d'Akouta au Niger. Cette fermeture laisse présager le pire pour les mineurs et la population locale.

La mine souterraine d'Akouta avait été créée en 1974. Areva exploitait alors depuis six ans l'uranium d'une mine à ciel ouvert voisine. Pendant des dizaines d'années, la compagnie a pu tirer de ces deux mines l'essentiel du combustible de ses centrales nucléaires, à des prix défiant toute concurrence. Les accords signés à l'indépendance réservaient à la France la totalité de la production et, si depuis Areva a diversifié ses sources d'approvisionnement, la compagnie a toujours bénéficié d'une compréhension particulière des chefs d'État nigériens, pour lesquels la présence de l'armée française représente une assurance tous risques. Mahamadou Issoufou, président du Niger jusqu'au 2 avril dernier, était d'ailleurs l'ancien directeur d'une filiale d'Areva.

Malgré ces richesses minières, le Niger est ainsi resté l'un des pays les plus pauvres du monde, l'un de ceux où la mortalité infantile est la plus élevée et où un quart à peine de la population est alphabétisée.

Après avoir pillé le pays pendant près de cinquante ans, le successeur d'Areva ferme maintenant ses mines, invoquant l'épuisement du site. Mais la compagnie elle-même reconnaît qu'il y a toujours de l'uranium en terre. L'extraction n'est simplement plus rentable avec la chute des cours de l'uranium intervenue après la catastrophe de Fukushima et la diminution du nombre de centrales nucléaires dans le monde.

C'est la population locale qui va pendant de longues années faire les frais de cet arrêt. La ville minière d'Arlit, née de l'exploitation de l'uranium, compte aujourd'hui 100 000 habitants, et beaucoup d'entre eux se demandent comment ils vont désormais nourrir leur famille. Si la Cominak, la filiale d'Orano qui exploitait le site, a prévu un plan social et un suivi médical pour ses 600 salariés, il n'en est pas de même pour les 700 sous-traitants, qui sont complètement abandonnés. Comme l'explique une ONG locale, « ceux-ci ont travaillé dans les mêmes conditions, ont été exposés aux mêmes dangers de rayonnement que leurs collègues et ne toucheront pas de prime de licenciement économique ». Beaucoup d'entre eux risquent de périr des cancers du poumon ou des reins qui frappent les travailleurs de l'uranium partout dans le monde. Et, au-delà de ceux qui travaillaient à la mine, c'est même toute la population d'Arlit qui est menacée. Des matériaux sortis de la mine ont été répandus en surface pour faire des routes ou utilisés pour construire des maisons, et des millions de tonnes de déchets radioactifs sont aujourd'hui stockés en surface.

Comme si tous ces méfaits ne suffisaient pas, les dirigeants d'Orano y ont ajouté une marque de cynisme en organisant une fête avec méchoui pour célébrer la fermeture.

D. M.

Sénégal : colère contre les coupures d'eau

Dans le numéro de mai de leur mensuel Le pouvoir aux travailleurs, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) relatent la mobilisation dans les quartiers pauvres de Dakar contre les coupures d'eau.

Des habitants de Niary Tally et de Bene Tally, quartiers populaires de Dakar, excédés par des coupures d'eau, sont sortis dans la rue pour crier leur colère contre l'État qui est incapable de mettre fin à leur calvaire.

Ce sont les femmes de ces quartiers qui ont été à l'initiative de cette action. Elles ont bloqué des rues en brandissant des bidons et des bassines vides. Elles en ont assez de ne pas avoir accès à l'eau courante alors que les factures d'eau sont de plus en plus salées. L'eau du robinet est coupée de 6 heures à 22 heures. Il faut veiller très tard dans la nuit ou bien se

lever très tôt le matin pour remplir des bassines, sinon il faut se déplacer assez loin de son domicile pour s'approvisionner aux robinets publics, où l'eau est payante. Non seulement il faut faire la queue sous le soleil et en pleine chaleur, puis il faut déboursier la somme de 50 francs (0,076 euro) pour une bassine de 20 litres et ensuite la transporter sur la tête jusqu'à chez soi. Sachant qu'une famille consomme plusieurs bassines d'eau par jour, cela représente beaucoup d'argent et beaucoup de sueur.

Comme par hasard, l'eau est revenue à peu près

normalement à la suite de la manifestation, mais deux jours après elle a été de nouveau coupée... jusqu'au prochain coup de colère!

La question de l'eau, comme celle de l'électricité, se pose depuis des décennies. La pénurie est due à la vétusté des infrastructures existantes mais aussi à l'incapacité du gouvernement d'anticiper sur la demande d'une population de plus en plus nombreuse, surtout dans la capitale et dans les grandes villes. Ce sont surtout les quartiers pauvres qui subissent ces coupures. De nombreuses émeutes ont éclaté il y a quelques années sur cette question, des promesses ont été faites par les autorités publiques, mais on en est toujours au même point. Qui sème le vent récoltera la tempête.

Le pouvoir aux travailleurs



Les femmes bloquent la rue du quartier de Niary Tally.

Italie, printemps 1921 : L'offensive fasciste contre le prolétariat

Au printemps 1921, la violence fasciste se déchaîna contre les organisations paysannes et ouvrières, d'abord dans les campagnes, puis dans les villes du centre et du nord de l'Italie. Au cours des six premiers mois de l'année, les locaux de 83 ligues paysannes et de 59 maisons du peuple furent attaqués. Les fascistes détruisirent 119 Bourses du travail, 151 cercles socialistes, 17 journaux et imprimeries.

« Le fascisme représente le châtiement infligé au prolétariat italien » pour s'être arrêté devant la prise du pouvoir, analysait la militante révolutionnaire allemande Clara Zetkin. Le mouvement d'occupation des usines de septembre 1920, qui avait couronné les « deux années rouges » d'agitation, de grèves et d'émeutes, s'était effectivement terminé sur une défaite sans combat, la direction du Parti socialiste et celle de la CGL, le syndicat qui lui était lié, capitulant devant la bourgeoisie et refusant de mener la lutte jusqu'à son renversement. Celle-ci reprit l'offensive dans les usines, en licenciant des milliers d'ouvriers, tandis que la violence fasciste s'organisait pour s'attaquer physiquement aux organisations ouvrières.

Les grands propriétaires relèvent la tête

Dans les campagnes de la plaine du Pô, les fascistes furent accueillis comme des sauveurs par les propriétaires terriens. Ces derniers étaient confrontés à des ouvriers agricoles, des journaliers et des métayers organisés dans des ligues paysannes. Ces dernières avaient imposé le contrôle des embauches et des salaires, en particulier pour les journaliers qui ne travaillaient qu'une moitié de l'année. Sur les 280 communes d'une province,

223 étaient socialistes et une multitude de coopératives prenaient la place de la petite bourgeoisie commerçante.

Une partie du mouvement ouvrier pensait instaurer ainsi une sorte de socialisation des terres et de socialisme local, sans avoir à renverser l'État et la bourgeoisie. Les propriétaires terriens et leurs troupes de choc fascistes se chargèrent de leur rappeler qu'il n'était pas question de tolérer une quelconque position de force des travailleurs. L'écrivain Emilio Lussu rapporte ainsi sa conversation avec le fils de l'un de ces propriétaires, devenu fasciste :

« Nous avons incendié, me disait-il, 80 sièges de coopératives. Nous avons détruit tous les sièges du Parti socialiste. Tous les samedis soir, il y a une grande expédition punitive. C'est nous qui sommes les maîtres. – Et les autorités vous laissent faire ? – Les autorités, c'est nous ! [...]. Les autorités sont avec nous. Elles en avaient assez des insolences et des drapeaux rouges. Elles ne commandaient plus. »

Un appareil d'État complice

Les expéditions punitives devinrent le mode opératoire fasciste, avec la complicité passive ou active des forces de police et de l'armée. Ce fut le cas par exemple lorsque les fascistes lancèrent l'offensive

en Istrie, une région du nord-est en partie slave revendiquée par l'Italie au sortir de la Première Guerre mondiale. Ils trouvèrent en face d'eux les mineurs, en grève et armés. L'armée occupa alors la zone et ouvrit la voie aux escouades fascistes. Quant à la justice, elle fonctionnait à sens unique, en acquittant les fascistes accusés de meurtre, tandis qu'elle condamnait tout militant ouvrier ayant riposté.

Chaque semaine, plusieurs centaines de fascistes concentraient leurs forces sur un village, pour y liquider toute organisation paysanne et ouvrière. Dans la province de Mantoue, l'association des propriétaires terriens décréta le 20 avril que seuls les ouvriers agricoles inscrits auprès des fascistes auraient du travail. Le vent avait tourné : les propriétaires reprenaient le contrôle et dictaient à nouveau leur loi.

À l'assaut des bastions ouvriers

Les bandes fascistes s'attaquèrent ensuite aux villes plus grandes. Dans les quartiers ouvriers de Bologne, de Parme, de Florence, de Sienne ou de Mantoue, elles utilisèrent la même tactique que dans les villages. Les troupes embarquaient le samedi matin dans les camions financés par la Chambre des industriels locale. Les fascistes passaient la journée à parader dans les rues du centre-ville, bastonnant tous ceux qui osaient porter un foulard rouge et forçant les passants à faire le salut romain. Ils passaient à tabac, voire assassinaient les militants ouvriers. La journée se concluait par l'incendie de la Bourse du travail et du



Expédition punitive contre le siège d'un syndicat à Rome.

cercle socialiste.

Fort de ses premières victoires, apparaissant comme un rouleau compresseur et comme le mouvement qui n'hésitait pas à défier le gouvernement et qui se revendiquait d'une révolution nationale, le mouvement fasciste recrutait. Il passa de 17 000 adhérents en 1919 à plus de 310 000 à la fin de l'année 1921. Il avait d'abord attiré des milliers d'officiers et de sous-officiers qui, après la guerre, se sentaient déclassés dans la vie civile, puis des petits bourgeois des campagnes et des villes, victimes de la crise. Le fascisme commença ensuite à recruter une fraction des prolétaires, notamment parmi les chômeurs les plus marginalisés, qui recevaient quelques sous en s'enrôlant dans ses escouades.

Le prolétariat restait cependant dans sa grande majorité hostile au fascisme. En 1921, le mouvement ouvrier était affaibli, mais bien vivant. La CGL regroupait 2 320 000 syndiqués, le Parti socialiste 4 367 sections et 217 000 adhérents. Quant au jeune Parti communiste, qui s'était séparé des socialistes quatre mois plus tôt, au cours du congrès de Livourne de janvier 1921, il était plus faible, mais comptait 50 000 adhérents, dont de nombreux jeunes.

Le Parti socialiste désarme les travailleurs

À l'offensive militaire des fascistes, le mouvement ouvrier devait opposer ses moyens de défense, créer ses milices ouvrières dans les usines, les quartiers, les villes et les villages. La question se posait de coordonner les forces pour résister aux escouades très mobiles des fascistes, qui se concentraient pour attaquer une même cible.

Mais il ne fut jamais question pour les dirigeants socialistes d'organiser une telle riposte, qui

aurait signifié sortir de la légalité bourgeoise. Le député socialiste Matteotti, qui allait être assassiné par les fascistes en 1924, s'adressait ainsi aux ouvriers de sa circonscription en mars 1921 : « Restez dans vos maisons ; ne répondez pas aux provocations. Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques. » Pour ces dirigeants, les ouvriers devaient faire confiance à l'appareil d'État de la bourgeoisie pour « arrêter les fauteurs de trouble fascistes ». Alors que les fascistes s'apprêtaient à écraser le prolétariat, leur conseil était de se laisser conduire pacifiquement à l'abattoir.

Quant au Parti communiste, il dut affronter la réaction fasciste et les problèmes politiques nouveaux qu'elle posait en y étant peu préparé politiquement. Sa direction était jeune en âge et en expérience, imprégnée d'une conception abstraite de la politique révolutionnaire. Le parti restait encore peu implanté dans la classe ouvrière, dont la majorité restait sous l'influence des socialistes. Il s'avéra hors d'état de dépasser son sectarisme pour organiser la réaction au danger fasciste et à sa spécificité de mouvement de masse.

L'offensive militaire fasciste du printemps 1921 acheva une première phase de « retour à l'ordre » pour la bourgeoisie. Les masses ouvrières des villes et des campagnes, qui « avaient trop pris leurs aises », selon les mots du fasciste cité par Emilio Lussu, avaient reçu des coups sévères. Mais, si la force considérable du mouvement ouvrier se désagrèga finalement, c'est avant tout à cause de l'absence d'une direction ayant la volonté et la compétence pour organiser ses forces et s'engager dans la politique révolutionnaire qui pouvait être l'alternative à la barbarie fasciste.

Nadia Cantale



Manifestation de fascistes en 1921 à Bologne.

PPG – Bezons : contre les licenciements, la grève s'installe

Depuis jeudi 29 avril, la majorité des salariés de PPG Bezons, ancienne usine du Joint Français, fabricant de mastics dans le Val-d'Oise, a déclenché une grève illimitée pour s'opposer à sa fermeture. Les grévistes refusent d'être licenciés par une multinationale riche à milliards, qui aurait largement de quoi maintenir les emplois.

La direction de PPG prévoit de transférer la production de Bezons sur deux sites en Angleterre et en Espagne. Là-bas, la direction pense pouvoir imposer une charge de travail bien plus grande aux travailleurs et ainsi gagner davantage, alors qu'elle condamne au chômage 208 personnes à Bezons.

Répartir le travail entre tous avec le maintien des salaires serait le minimum pour éviter le chômage car tout le monde a besoin d'un

salaire et tout le monde doit pouvoir avoir un emploi. C'est évidemment à l'opposé de la logique des actionnaires.

Empêcher la fermeture de l'usine, dans la situation actuelle, sera sans doute mission impossible. Mais ce n'est pas une raison pour accepter de se laisser jeter à la rue et condamner au chômage sans rien dire.

C'est pour beaucoup d'abord une question de principe, après avoir donné autant d'années de leur

vie à cette entreprise. Tout le monde a aussi en tête de limiter le préjudice causé par la perte de son emploi, en revendiquant des mesures comme davantage de préretraites, des mesures de reconversion ou davantage d'indemnités.

La grève s'est installée. Les grévistes occupent l'entrée de l'usine sans avoir vraiment besoin de bloquer quoi que ce soit, car rien ne se produit à l'intérieur. Par contre, l'occupation de l'entrée s'organise. La mairie a fait livrer des barnums qui abritent frigo, friteuse et réserves de nourriture, de quoi tenir plusieurs jours. Un planning organise les roulements pour qu'il y ait toujours assez de monde sur place. Il fonctionne bien mieux que le planning de



THIBAUT CHAFFOTTE LP

la direction, qui essaie de faire produire les quelques non-grévistes mais est obligée de changer les horaires à la dernière minute.

Pour l'instant, la mobilisation est 24 heures sur 24, week-end compris. L'occupation donne lieu à de nombreuses discussions, avec le plaisir de pouvoir ainsi redécouvrir ses collègues de travail. Chaque jour d'arrêt de la production est bien sûr vu comme un moyen de faire pression sur la direction. L'idée

grandit aussi que ceux de PPG peuvent s'adresser aux autres travailleurs, tous inquiets du chômage.

Un tract a été rédigé dans ce sens, pour dire que ce qui arrive aujourd'hui aux travailleurs de PPG peut arriver à d'autres et que l'État ne fera rien. L'objectif est de le diffuser. Faire partager au plus grand nombre l'enjeu de résister à la logique aveugle du profit est aussi une façon de faire pression sur la direction.

Correspondant LO

RATP : halte au licenciement !

Après l'entretien préalable du 8 avril, Ahmed Berrahal élu CGT à la RATP Bus, au dépôt de Flandres à Pantin, est envoyé devant le conseil de discipline le 10 mai avec une demande de révocation.

Après qu'il eut dénoncé une agression sexuelle contre une machiniste de la part d'un chef, c'est lui que la direction a accusé de harcèlement... contre l'encadrement.

Avec cette manipulation, la direction voudrait se débarrasser d'un militant qui ne courbe pas l'échine et montre le chemin de la lutte. Et, avec sa politique répressive, elle espère s'ouvrir un boulevard pour faire passer ses

attaques.

Mais Ahmed n'est pas isolé, comme le montrent les nombreux témoignages de solidarité qu'il a reçus. Lundi 10 mai, un rassemblement est prévu à 12 h 30 place Lachambaudie, à Paris 12^e, pour accompagner ce camarade au conseil de discipline et pour s'opposer à cette nouvelle tentative de licenciement.

Correspondant LO



SERGE D'IGNAZIO

Lors d'un rassemblement de soutien le 2 mars 2021.

Résidence Allende – Saint-Denis : premiers reculs de LogiRep

La mobilisation engagée par le collectif Allende dans la résidence du même nom à Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, s'enracine tous les jours. Les factures d'eau insensées, montant jusqu'à 6 000 euros, envoyées par le bailleur privé LogiRep aux trois quarts des locataires, après la mise en place de nouveaux compteurs en 2020, ont déclenché une colère qui ne s'éteint pas.

Les résidents se sont donc organisés en collectif, ont déployé des banderoles dans la résidence et alerté la presse.

Le collectif se réunit deux fois par semaine avec une assistance de 20 à 40 personnes. Infirmières, femmes de ménage, employés de bureau, chauffeurs de taxis et livreurs sont rassemblés dans cette lutte qui crée une solidarité dans la cité. Une boucle de discussion WhatsApp fonctionne en permanence avec 103 personnes marquant leur adhésion à l'action du

collectif. Et tout le monde n'a pas WhatsApp !

Pour autant, l'inquiétude est grande chez les habitants. La peur d'utiliser l'eau amène des parents à faire laver les mains de leurs enfants avec du gel hydro-alcoolique ou à les faire rapidement sortir de leur douche !

Fin avril, LogiRep a invité 43 locataires ayant les plus grosses factures (entre 1 000 euros et 6 700 euros) à des rendez-vous individuels. Ils sont sortis avec une baisse très importante du montant de leur facture,

LogiRep leur offrant une aide sur ce qu'elle s'appropriait à leur voler sans donner pour l'instant la moindre justification. Elle leur a seulement demandé de ne pas le faire savoir, de peur que le mouvement ne fasse tache d'huile.

Cela a été ressenti comme une première victoire et le collectif prépare activement son rendez-vous, le 5 mai, avec LogiRep. Il demandera des explications, exigera l'annulation de toutes ces factures non justifiées et un règlement global pour les centaines de locataires.

Une manifestation est prévue samedi 8 mai avec les collectifs de la cité voisine des Francs-Moisins, qui connaissent les mêmes problèmes et se sentent encouragés par la mobilisation d'Allende.

Correspondant LO

Justice : précarité jusque dans les prétoires

Le ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti annonce l'embauche d'un millier de contractuels, juristes assistants et renforts de greffe.

Dans le cadre de son projet de loi « pour la confiance dans l'institution judiciaire », il se fait fort de réduire les délais de jugement.

L'objectif serait que, d'ici trois ans, le règlement d'une affaire prenne au plus six mois au lieu de plus d'un an en moyenne actuellement

en première instance et d'un an et demi en appel.

Mais derrière les effets d'annonce de ce plan prétendument historique et de cette « grande bataille pour réduire les délais », il y a la réalité des embauches annoncées. En fait ces 1 000 personnes seront

recrutées pour une période d'un an à trois ans, renouvelable une fois seulement. On est donc loin d'embauches réelles et le délai de trois ans que se fixe le ministre pour réduire les délais montre bien qu'il ne croit même pas vraiment à ses annonces. Et le 1,3 million de dossiers en souffrance qu'il regrette risque longtemps encore de rester dans des tiroirs.

Cédric Duval

Montreuil : la mort d'un ouvrier sans papiers... et sans sécurité

« Sa mort n'a pas fait la une de BFM ou Cnews. Aucun ministre n'ira voir sa famille. Et pour cause, Bary Keita était un ouvrier. Il avait 28 ans. Il était malien. Il vivait et travaillait en France depuis huit ans. Il était sans papiers. »

C'est ainsi que commençait l'hommage de ses camarades à Bary, décédé le 28 avril d'une chute de cinq mètres de l'échafaudage sur lequel il travaillait à Pantin. Deux cents personnes, sans-papiers, militants associatifs et politiques, étaient rassemblées samedi 1^{er} mai devant la mairie de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, pour dénoncer sa mort, et plus largement les conditions indignes dans lesquelles travaillent et vivent les sans-papiers.

« Premier de corvée » en

pleine crise sanitaire, Bary n'a bénéficié d'aucune mesure de protection, ni bien sûr d'aucune gratification. Il vivait dans un hangar depuis l'expulsion du foyer des Baras à Montreuil. Son cas est loin d'être isolé. Le 26 avril, Ibrahim Konaté, résident au foyer Branly, a fait une chute du troisième étage et a été hospitalisé à la suite de ses blessures. Comble de l'indécence, son patron l'a ramené directement au foyer, se gardant bien d'appeler les secours afin de ne pas avoir à

déclarer l'accident.

Ces travailleurs sont exposés à des patrons esclavagistes et aux autorités qui n'ont d'autre politique que la répression... contre eux ! Ainsi, après l'expulsion du foyer des Baras, en février, un jugement a ordonné l'expulsion du foyer Stalingrad dans un délai de neuf mois, tandis qu'on commence à vider le foyer Rochebrune. Les autorités savent qu'en démantelant les foyers elles détruisent les formes d'organisation et de solidarité que se sont données les sans-papiers, et qui leur permettent de se défendre. Le 27 avril, deux militants du comité de sans-papiers de Montreuil, Mady Diarra et Mahamadou Traoré, ont été arrêtés lors d'une descente de police au



Devant l'hôtel de ville de Montreuil, hommage à Bary.

foyer Adef. Ils ont écopé de lourdes peines administratives et pénales pour l'annulation desquelles leurs camarades sont en train de se mobiliser.

Après l'hommage à Bary,

les présents ont rejoint le cortège du 1^{er} mai à Paris : une manière d'affirmer que leur lutte est celle de tous les travailleurs, avec ou sans papiers.

Line Kovic

Assa Abloy – Sainte-Savine : la direction a dû reculer

Les travailleurs d'Assa Abloy France, qui emploie 1 000 salariés, dont 400 à Sainte-Savine dans l'Aube, ont fait reculer la direction de cette multinationale qui, en voulant ramener la prime de participation au minimum légal, a commis la provocation de trop.

Lors d'un débrayage jeudi 22 avril, l'intersyndicale faisait voter le principe de la grève coordonnée entre les différents sites. Mardi 27 avril, premier jour de grève, il y avait 85 % de grévistes. Le soir même, la direction faisait machine arrière en annonçant sa volonté de reprendre les discussions sur la base d'une prime au moins équivalente

à un salaire.

Laisser passer cette attaque aurait fait perdre une somme importante aux travailleurs par rapport aux années antérieures, de l'ordre du millier d'euros. Or, si le chiffre d'affaires déclaré a un peu baissé en 2020 du fait de l'arrêt lors du premier confinement, le dernier trimestre a été en forte hausse car les cadenas,

serrures et autres fermetures de porte que l'entreprise produit se vendent bien. La direction, pour rattraper la production, multipliait les heures supplémentaires et les samedis travaillés, les annonçant parfois au dernier moment.

Pendant deux jours, à l'usine de Sainte-Savine, les grévistes ont bloqué l'entrée principale, formant un piquet dynamique, soutenus par les militants locaux et par les klaxons des automobilistes. Même le soleil était de la partie.

Mercredi 28 avril, à Sainte-Savine comme sur les autres sites, les grévistes votaient très majoritairement la fin du mouvement, estimant que le recul rapide de la direction était une victoire, tout en se réservant la possibilité de remettre ça à la moindre entourelle. Les travailleurs d'Assa Abloy ont montré leur force collective et c'est un encouragement pour les luttes à venir.

Correspondant LO



Euroflaco – Compiègne : se faire respecter

La majorité des 76 ouvriers d'Euroflaco, une usine de production de flacons, ont été en grève durant plus d'une semaine devant le refus du directeur de répondre à leurs revendications sur les salaires et les conditions de travail.

Celui-ci avait prévu de

changer toutes les équipes début mai, au mépris de leur vie personnelle : impossibilité de se retourner pour faire garder les enfants, périodes de travail sans week-end, primes supprimées. Quant aux salaires, il n'était pas question de les augmenter. La démission

du directeur s'est alors ajoutée à la longue liste des revendications.

Les travailleurs ont obtenu quelques reculs sur les salaires et le paiement des heures de grève, et surtout la satisfaction de s'être fait respecter collectivement.

Correspondant LO

Guadeloupe : grève des agents des collectivités

En Guadeloupe, plusieurs centaines d'agents des communes et collectivités territoriales sont en grève depuis le 2 mars, à l'appel du syndicat UTC-UGTG.

Ces agents réclament la régularisation des carrières, dont l'évolution n'a pas été respectée depuis des années. La conséquence est qu'après vingt à quarante ans de service, certains en sont au même point, avec un salaire minimal.

Beaucoup attendent plusieurs années avant d'être titularisés, d'autres enchaînent les CDD depuis plus de quinze ans alors que des postes sont vacants. Au moment du départ en retraite, ils touchent des

pensions de misère, bien en dessous du seuil de pauvreté. Les grévistes exigent la titularisation de tous les contractuels.

Jusqu'ici, les maires font la sourde oreille. Certains d'entre eux se comportent en patrons de choc en attaquant les grévistes. Mais ces derniers ne lâchent pas, ils tiennent leurs piquets devant les mairies et organisent périodiquement des manifestations communes.

Marie-Céline Deshauteurs

L'usine de Marie-Galante à l'arrêt

L'usine sucrière Grande-Anse de l'île de Marie-Galante a cessé de fonctionner le 14 avril, suite à la casse d'une chaudière.

Cette sucrerie rhumière était l'une des deux survivantes de l'archipel, avec l'usine Gardel située au Moule, en Guadeloupe « continentale ».

L'usine de Marie-Galante subit une mort lente depuis des années. Elle n'est pas entretenue et, à chaque récolte, le démarrage est incertain. Pourtant ses propriétaires ont touché au fil des années des millions de subventions de l'État.

Cette fois, elle est complètement à l'arrêt et ne pourra pas être réparée avant 2022. En attendant, les cannes des petits planteurs devraient être

acheminées vers l'usine du Moule, aux frais de la région, mais le processus doit encore être expérimenté.

L'arrêt de l'usine est un coup dur pour une population déjà très éprouvée par le chômage. La fermeture définitive serait catastrophique. Les ouvriers de l'usine et les petits planteurs se sont organisés en comité pour la sauvegarde de l'usine et le maintien de la filière canne à Marie-Galante. Des mobilisations sont prévues pour exiger la garantie des emplois et des salaires, revenus ou indemnités.

M.-C. D.

Fonderies : aucun travailleur à la rue, maintien des salaires !

Les travailleurs de plusieurs fonderies du pays ont fait entendre leur colère devant les menaces dont ils font l'objet.

Et heureusement, car ce n'est pas leurs intérêts qui ont préoccupé la grappe de ministres réunis à Bercy le 26 avril avec les patrons du secteur automobile et fonderie.

Ces entreprises sont trop nombreuses, trop atomisées, incapables de se diversifier et de se moderniser, selon Bruno le Maire. Les 29 000 salariés, dont 13 500 travaillant pour le secteur automobile, devraient donc se considérer comme victimes d'une évolution du marché, en particulier de la forte baisse de la fabrication de véhicules diesel, de la mutation des moteurs

thermiques vers les moteurs électriques et, parallèlement, de l'inconvénient que représente la pesante fonte dans la recherche de gains de poids. Ils devraient aussi accepter de subir les effets de la pandémie sur les fabrications et les ventes.

Un conseil en stratégie invité à cette occasion a évoqué la suppression possible de 4 000 à 5 000 emplois dans la fonderie automobile, et les 320 millions d'aides publiques encore disponibles grâce au fonds de modernisation de la filière automobile ont été rappelés aux bons souvenirs des patrons. Il leur a été promis



Devant la fonderie de Bretagne.

420 millions d'euros supplémentaires par le fonds Avenir automobile 2, cofinancé par l'État, Renault et Stellantis.

Et pour les travailleurs ? L'aréopage a prévu un « fonds exceptionnel d'accompagnement et de reconversion des salariés », de 50 millions d'euros, dont vingt budgétés par les deux grands constructeurs, pour venir en aide aux travailleurs licenciés. Le calcul est rapide : 10 000 euros par salarié jeté à la rue, ce n'est globalement même pas six mois de salaire.

Les patrons de l'automobile ont accumulé des dizaines de milliards grâce au travail de tous, CDI, intérimaires, travailleurs des entreprises sous-traitantes

en particulier, eux dont les employeurs devaient, plus ou moins volontiers, accepter de réduire les salaires et d'augmenter les cadences pour livrer moins cher. L'évolution du marché, la saturation du parc, la baisse de pouvoir d'achat des familles ouvrières, ont depuis vingt ans remis à plat l'industrie automobile. La pandémie et l'arrêt des ventes, la prise de conscience d'une certaine urgence climatique, ont fourni aux constructeurs l'occasion attendue de réaliser des restructurations significatives et des économies à grande échelle.

L'évolution vers les moteurs électriques n'est qu'un pan de cette stratégie de restructuration. Les travailleurs des fonderies,

mobilisés pour défendre leur emploi et leur salaire contre les patrons qui se débarrassent d'eux après les avoir exploités, ont raison.

Ceux de la Fonderie de Bretagne, de SAM à Decazeville, de la FVM en Meurthe-et-Moselle, des Fonderies du Poitou et d'autres encore ont raison de se rebeller contre la politique patronale.

Il y a du travail partout, à commencer par les autres fonderies : réduire le temps de travail de 20% pour tous les salariés de ces entreprises ne serait pas du luxe et permettrait à tous de conserver un emploi sans baisse de salaire. C'est une perspective que la mobilisation pourrait imposer.

Viviane Lafont

Renault Trucks : des sanctions intolérables

Chez Renault-Trucks, à Vénissieux, les entretiens préalables pour des sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement se multiplient sous de faux prétextes. La dernière en date a suscité une réaction collective réconfortante.

Les faits reprochés, souvent mensongers, sont toujours grossis et exagérés pour servir de prétexte à se débarrasser de salariés dans le viseur de la hiérarchie. Il s'agit parfois d'ouvriers combattifs qui refusent de se soumettre à l'arbitraire des chefs. Dans d'autres cas, des chefs visent des travailleurs pour affirmer leur pouvoir. À la Pièce de rechange (PR), un travailleur a par exemple été convoqué pour avoir demandé par écrit de passer en télétravail et un autre pour avoir pris une pause de trop alors que son travail était terminé. Relayés par la direction, ces chefs se croient autorisés à convoquer et punir, comme des enfants ou des délinquants, ceux qui assurent le fonctionnement de l'usine et donc les profits du patron et les salaires des hauts cadres. Ces courriers, convocations et menaces de licenciement, humiliants et insupportables, servent à entretenir un climat de crainte dans les ateliers et les services.

Mais cela ne passe pas toujours. En convoquant un ouvrier de l'usine Moteur

(UM), syndiqué à la CGT, « pour insulte envers son supérieur », la direction est mal tombée. Il avait été à l'origine d'un mouvement pour obtenir une prime, due depuis des années mais jamais versée. Il avait lancé une pétition pour dénoncer le comportement irrespectueux de son chef. Pour tout le monde, la convocation en vue du licenciement était une basse vengeance contre un de leurs camarades dont « le seul tort est d'être un ouvrier qui ne baisse pas la tête » comme le formulait la pétition signée par 222 travailleurs, y compris des agents de maîtrise.

Le 27 avril, jour de la convocation, plus de cent personnes, venues de plusieurs secteurs, ont débrayé pour l'accompagner devant le service du personnel. Les nombreuses prises de parole ont affirmé que, lorsque la direction s'en prend à un ouvrier, tous les travailleurs sont attaqués. Tous attendent maintenant de pied ferme la décision de la direction après cette mobilisation réussie.

Correspondant LO

Aluminium Dunkerque : débrayage d'avertissement



Mercredi 28 avril, les travailleurs de l'usine Aluminium Dunkerque ont débrayé et organisé un rassemblement pour dénoncer les magouilles financières du patron, Sanjeev Gupta, à la tête du groupe GFG Alliance Liberty.

Depuis sa création en 1991, c'est le troisième groupe qui rachète l'usine. Créé par Pechiney, alors nationalisé puis privatisé, le site a été revendu à Alcan en 2007, puis à Rio Tinto en 2007, et enfin au groupe Liberty en 2019.

Avec Liberty, 60 millions d'euros par an sont prélevés pour rembourser la dette de Gupta, un véritable vol du travail des salariés. Gupta a réalisé des montages financiers complexes pour acheter plusieurs usines en peu de temps, en s'appuyant sur plusieurs groupes

financiers auprès desquels il s'est endetté. La faillite de l'un d'entre eux, Greensill, pourrait entraîner Liberty dans sa chute. Tous ces capitalistes ont mis la main sur l'usine pour en tirer un maximum de profit sur le dos des travailleurs et ensuite s'en débarrasser comme bon leur semble.

Mais les travailleurs d'Aluminium Dunkerque ne sont pas prêts à se laisser faire. Ils ont déjà mené de nombreux combats par le passé, contre les suppressions d'emplois, pour des augmentations de salaire,

pour des embauches.

À chaque fois, leur mobilisation a payé. Alors, il n'est pas question de payer les pots cassés de Gupta.

L'usine tourne à plein régime et rapporte beaucoup d'argent, d'autant plus que le cours du métal ne cesse de monter. Cet argent doit servir à maintenir tous les emplois et tous les salaires, à embaucher les intérimaires, qui font le même travail mais sont menacés par la précarité.

Les travailleurs font tout tourner dans l'usine : leurs intérêts doivent passer avant ceux des actionnaires. La dette de Gupta pour l'achat d'Aluminium Dunkerque, ce n'est pas aux travailleurs de la payer.

Correspondant LO

Carrefour – Le Mans : les salariés ne veulent pas être de la marchandise

Une bonne centaine des 290 salariés de l'hypermarché Carrefour Centre Sud du Mans se sont mis en grève vendredi 30 avril, quelques jours après avoir appris la mise en location gérance de leur magasin par le groupe Carrefour.

Cette mise en location gérance est une politique que Carrefour développe et qui permet au groupe de continuer à toucher des loyers tout en se déchargeant de la gérance sur un repreneur qui, bien sûr, fera ses marges en pressurant encore plus les travailleurs. Cela n'a pas échappé à ces

salariés de Carrefour, qui mesurent que pour eux la conséquence évidente de ce lâchage serait la casse de leur convention collective actuelle par le repreneur. Ils pourraient perdre jusqu'à trois semaines de vacances et l'équivalent d'un mois et demi de salaire sur une année, sans compter les

menaces de suppressions de postes.

Beaucoup exprimaient colère et écœurement d'avoir « tout donné pendant trente ans pour se retrouver traités comme de la marchandise », surtout après avoir travaillé d'arrache-pied depuis un an lors des confinements, dans des conditions plus difficiles et dangereuses.

Carrefour, deuxième groupe mondial de la grande distribution, aurait évidemment de quoi garantir les



emplois de tous les salariés et même augmenter leurs salaires. Pour cette dernière année 2020, il a augmenté son chiffre d'affaires de 8%, les meilleurs résultats du groupe depuis vingt ans, avec des millions d'euros de dividendes pour ses actionnaires cette année. C'est l'illustration même de la voracité sans limite des capitalistes aux dépens des travailleurs.

Après s'être montrés et fait entendre sur le parking de l'hypermarché, les

grévistés ont fait le tour du magasin, avant d'y rentrer par deux fois et d'y rencontrer clients et collègues. Les contacts ont été chaleureux et les grévistes ont reçu des marques de sympathie des autres salariés et des clients, parlant eux aussi de leurs conditions de travail difficiles.

Les grévistes ont montré leur colère et, pour l'avenir, ils ont su créer des liens et des sympathies. Le futur repreneur est prévenu.

Correspondant LO



À Calais, une mobilisation réussie

Vendredi 30 avril, des travailleurs de Carrefour Mivoix à Calais, soutenus par des militants syndicaux d'autres sites des environs, ont tenu un piquet de grève devant le supermarché : « On refuse d'être moins payés, moins nombreux et plus polyvalents. »

En effet, c'est sur le dos des salariés qu'est programmée la mise du magasin en location gérance avec laquelle Carrefour espère se dégager par avance de ses responsabilités en cas de

suppressions d'emplois ou d'attaques contre les conditions de travail. Sur les autres sites où ce transfert est déjà fait, les précaires ont été mis dehors, la sixième semaine de repos a disparu, des primes ont été supprimées, avec une perte annuelle de 2300 euros environ alors que les salaires sont au minimum.

Carrefour, qui affiche des profits records depuis des années, et encore plus en 2020, a prévu de verser 400 millions d'euros à

ses actionnaires. Mais ce groupe vorace aurait tort de croire la partie gagnée : les salariés ont déjà montré leur combativité le 3 avril en faisant grève pour des hausses de salaire et des embauches, et contre la dégradation continue de leurs conditions de travail. Ceux qui se sont mobilisés lors de cette nouvelle journée de grève, qui a été un succès, ont montré qu'ils ne veulent pas se laisser brader.

Correspondant LO

Bricorama – Troyes : “S’unir pour ne pas subir !”

Vendredi 30 avril, 25 salariés du magasin Bricorama de Saint-André-les-Vergers, dans l'agglomération de Troyes, se sont mis en grève. Il ne restait quasiment plus que des CDD et des intérimaires dans le magasin.

N'ayant ni tradition de lutte ni contact avec un syndicat, mais encouragés par la récente grève dans le Brico Dépôt voisin du groupe Kingfisher sur les mêmes revendications, les salariés de Bricorama avaient prévenu la direction par courrier. Ils feraient grève le vendredi, veille du 1er mai, pour obtenir le rétablissement

des primes d'intéressement et de participation, le versement d'une prime Macron et l'augmentation des salaires.

Tout cela dans un contexte où les conditions de travail ont été aggravées sous prétexte du Covid. Le magasin est maintenant ouvert de douze à quatorze heures sans aucune embauche, charge de

travail plus lourde avec la montée en flèche des ventes de matériel de bricolage. Les énormes bénéfices engrangés depuis une année justifiaient le slogan « ITM se gave, les salariés en bavent ».

En effet le groupe ITM, dit des Mousquetaires, qui contrôle Conforama, se porte très bien. Alors, la suppression de primes tandis que les salaires sont au plus bas (1200 euros net au bout de dix, quinze ou vingt ans d'ancienneté), ajoutée au fait de rester bloqués toujours au même poste,

ne pouvait pas passer sans réaction.

Vendredi 30 avril, la clientèle nombreuse, attirée par la promotion d'un bon d'achat de 15 euros tous les 100 euros d'achats, était accueillie par un piquet dynamique dont les banderoles et panneaux proclamaient : « En grève – Non à la suppression de la participation – Non à la baisse de notre pouvoir d'achat. » Ce piquet, à l'entrée du parking le matin puis sur la bretelle d'accès, a provoqué de gros embouteillages, et le manque de

personnel, notamment aux caisses, a entraîné de longues files d'attente à l'intérieur du magasin.

Chacun des grévistes était fier d'avoir su résister aux pressions de la direction, qui avait convoqué dans la semaine tous les signataires, d'avoir obtenu l'aide de la CGT, créés des liens avec des militants locaux, tous convaincus par le mot d'ordre : « Tous touchés – Tous concernés – Tous mobilisés – Ça ne fait que commencer... »

Correspondant LO

Amazon – Douai : profits à tout prix

Fin avril, deux jeunes travailleurs sont décédés dans un accident de voiture en quittant la zone d'activité de l'entrepôt Amazon de Douai, dans le Nord. Ils ont percuté un camion qui était garé, comme tant d'autres, sur une voie de circulation.

Ce drame terrible était prévisible. L'entrepôt emploie plusieurs milliers de salariés et fait circuler une multitude de camions.

À l'intérieur de l'entrepôt, tout est calculé pour maximiser les profits : les

tâches de chacun sont organisées et chronométrées.

À l'extérieur, Amazon a jusqu'ici refusé de créer des places de parking pour tous. Les intérimaires doivent se débrouiller, se garer où ils peuvent, sur les

ronds-points ou les pistes cyclables. L'entreprise exige des camionneurs de charger ou de décharger à une minute précise, mais n'a pas construit de zone de stationnement.

Même ceux qui doivent prendre leur pause obligatoire doivent s'en aller, risquer un contrôle et trouver un endroit où attendre la fin du repos.

Cette incurie est

criminelle. C'est, de la part d'Amazon, une politique délibérée qui vise à faire le moins d'investissements possible pour gagner quelques euros plus. Pour maximiser ses profits, Amazon met chaque jour en danger les travailleurs du site : à l'intérieur, avec des cadences qui détruisent la santé, à l'extérieur, en économisant sur la sécurité. C'est aussi avec de

telles méthodes que son patron, Jeff Bezos, est devenu l'homme le plus riche de la planète.

Pour la sécurité, au travail comme en dehors, les travailleurs ne peuvent compter ni sur les patrons ni sur les politiciens. Ils ne peuvent compter que sur leur mobilisation pour imposer les mesures urgentes et nécessaires.

Correspondant LO

Tréma-Reims : une grève réussie

Les travailleurs de Tréma, entreprise de Reims spécialisée dans le transport de personnes handicapées, se sont mis en grève à partir du mardi 27 avril.

Ils dénonçaient la dégradation des conditions de travail et de service aux usagers depuis que le Grand Reims a confié en 2019 cette activité à un nouveau prestataire, Lucky Star.

Ils réclamaient aussi des augmentations de salaire, en particulier une prime Covid de 1000 euros et une augmentation de salaire de 100 euros mensuelle pour tous. La direction a été surprise par la mobilisation, qui a touché 22 des 28 chauffeurs tout au long de

la grève. Les travailleurs se sont réunis en assemblée générale permanente sur le piquet de grève. Ils ont décidé démocratiquement de leur mouvement, en discutant et en votant leurs revendications, en approuvant par vote les délégations qui devaient les représenter face au patron et en élisant un comité de grève, réunissant syndiqués CGT et des non-syndiqués. Nombreux à la manifestation du 1^{er} mai, les grévistes y ont récolté des marques de soutien et

des contributions à leur caisse de grève.

Lundi 3 mai, les négociations se sont ouvertes. Les travailleurs ont obtenu une hausse de salaire de 50 euros brut, une prime dite Macron de 650 euros net et la création d'un poste de chauffeur supplémentaire.

Dans ce service de transport adapté qui existe depuis plus de vingt ans, il n'y avait jamais eu grève et, pour une première, c'est indéniablement une réussite. Tous ont appris à s'organiser collectivement et à faire vivre leur mouvement. Une expérience précieuse pour ceux à venir.

Correspondant LO



SNCF – Saint-Lazare : non à la dégradation des conditions de travail

Lundi 3 mai, plus de la moitié des contrôleurs et des conducteurs qui interviennent sur les lignes normandes de la gare Saint-Lazare étaient en grève.

Réunis le matin, la trentaine de présents ont dénoncé la dégradation de leurs conditions de travail depuis un an.

Sur ces lignes, cela fait plus d'un an que la direction a réduit le nombre de trains, et donc imposé du chômage partiel aux cheminots. La direction avait promis un retour à la normale pour le

16 avril; promesse en l'air, car c'était sans compter sur la décision d'un troisième confinement.

Depuis plus d'un an, les cheminots n'ont plus aucune visibilité sur leurs horaires de travail, dont ils ont souvent connaissance la veille pour le lendemain. De plus, la direction leur impose des baisses de

salaire: les belles paroles sur le maintien de la rémunération malgré le chômage partiel n'y changent rien. Les cheminots subissent une baisse de leurs primes, notamment avec la perte de nombreux découchers, qui représentent souvent un tiers du salaire.

Les cheminots ont également dénoncé les différences de traitement entre conducteurs et contrôleurs: si les conducteurs voient

leurs frais de parking pris en charge par l'entreprise, les contrôleurs, eux, n'y ont pas droit. C'est par ces petites mesquineries que la direction essaie de diviser les travailleurs. Mais c'est raté car, par cette réaction commune, la solidarité s'est renforcée.

Interpellé par les grévistes, le directeur a tenté de faire croire qu'il subissait également la crise, qu'il faisait de son mieux et que,

face au Covid, direction et salariés étaient tous dans le même bateau.

Malgré son blabla, les cheminots ont réaffirmé leurs revendications. S'ils n'ont pas encore pu faire reculer la direction sur l'essentiel, ils étaient fiers de cette journée car, ensemble, ils ont relevé la tête et affirmé que les sacrifices, ça suffit!

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Reste de l'Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis : Biden, des discours à la réalité

À la Maison Blanche depuis cent jours, Joe Biden veut donner un coup de fouet à l'économie américaine au moyen de plans de relance ambitieux... sur le papier du moins.

Le financement de ces milliers de milliards de dollars de dépenses étatiques devrait, selon Biden, reposer sur des hausses d'impôt pour les riches et il n'en faut pas plus aux commentateurs pour gloser sur un président qui emmènerait les États-Unis à gauche toute.

Ses discours ne sont en grande partie que des déclarations d'intention, pour l'instant du moins. Elles sont cependant un aveu quant aux failles du capitalisme américain et mondial. Les infrastructures ont connu un sous-investissement criant depuis des décennies : les routes, les ponts, le système scolaire public, le système de santé et bien d'autres choses nécessaires à la population encore auraient bien besoin des milliers de milliards dont ils ont été privés et qui s'accumulent sur les comptes de

Jeff Bezos, d'Elon Musk et autres milliardaires.

Il est possible que l'État fédéral américain finisse par investir des sommes importantes pour tenter de combler ce retard, ce qui au passage pourrait créer des emplois. Que l'État, comme il l'a fait aussi en France après la Deuxième Guerre mondiale, soit obligé de se substituer aux capitalistes pour investir dans les infrastructures ne serait pas pour autant du socialisme ou du communisme. Ce type d'étatisme est là pour éviter aux capitalistes d'avoir à engager des investissements lourds, et leur permettre de consacrer leurs capitaux à des placements rentables à court terme.

Mais entre les intentions affirmées de Biden et ce qu'il pourra réaliser, il y aura un écart, un fossé même. Car ce n'est pas le président

américain qui peut décider du budget de l'État fédéral, mais le Congrès. Or les sénateurs républicains y sont à égalité avec les démocrates, et peuvent entraver bien des décisions en estimant que cet argent serait mieux utilisé ailleurs, par exemple en allant directement enrichir les milieux d'affaires qui leur sont proches.

En annonçant des dépenses publiques importantes, Biden a commencé un processus de négociation avec les républicains, avec lesquels sont d'accord certains élus démocrates, qui veulent réduire ses plans initiaux. Il a déjà fait des concessions abandonnant sa promesse électorale d'augmenter le salaire minimum fédéral à 15 dollars de l'heure. Il en abandonnera certainement d'autres en échange du vote de quelques républicains. Cela entraîne en réaction la critique de ce que l'on appelle l'aile gauche des démocrates.

Le centriste Biden louvoie aussi sur le financement

de ces dépenses. Les républicains ne veulent pas du retour de 37% à 39,6% de la tranche marginale de l'impôt fédéral sur le revenu, c'est-à-dire à la situation d'avant la baisse d'impôt pour les plus riches, décidée sous Trump en 2017. C'est une bataille symbolique, car les bourgeois américains ont bien des moyens légaux de payer en réalité très peu d'impôts.

Quant à la proposition de doubler les impôts sur les revenus du capital, en faisant passer leur pourcentage de 20 à 39,6% pour ceux qui gagnent plus d'un million de dollars par an, elle a encore moins de chance d'être adoptée par le Congrès. Janet Yellen, la secrétaire au Trésor de Biden, avait aussi parlé, il y a quelques semaines, d'œuvrer à un accord international pour taxer les multinationales. Il n'est évidemment pas près de voir le jour.

En attendant, lors de la dernière année fiscale, 55 des plus grandes

entreprises ayant déclaré des bénéfices au fisc américain n'ont payé aucun impôt sur ceux-ci. Cela a même été le cas sur les trois dernières années pour 26 d'entre elles, dont les profits cumulés se sont montés à 77 milliards de dollars. Plusieurs ont même touché un chèque du fisc pour un total de 3,5 milliards. Tout cela est le résultat des exemptions fiscales décidées par le Congrès au fil des ans.

On verra ce qu'il en sera des intentions de Biden. Le plus probable est que l'État fédéral continuera de s'endetter à grande vitesse, comme il le fait d'ailleurs en permanence. Quant aux besoins primordiaux des classes populaires, avant tout d'un emploi et d'un salaire pour chacun, ils sont totalement étrangers aux préoccupations des démocrates comme des républicains, sauf période de démagogie électorale.

Lucien Détroit

Antilles : des listes "Combat ouvrier Faire entendre le camp des travailleurs"

En Martinique et en Guadeloupe, nos camarades du groupe trotskyste « Combat Ouvrier » présentent des listes aux élections régionales, territoriales et départementales.

En Martinique, il s'agit de renouveler la CTM (collectivité territoriale de Martinique). La liste sera conduite par notre camarade Gabriel Jean-Marie avec la présence de Ghislaine Joachim-Arnaud.

En Guadeloupe, la liste aux départementales de Capesterre-Belle-Eau sera conduite par le binôme Maggy Dorville-Jean-Marie Nomertin. Celle des régionales sera conduite par Jean-Marie Nomertin et Danielle Diakok. Ce sont des listes de travailleurs. Maggy Dorville est en lutte avec 25 de ses camarades contre les licenciements au

magasin BUT du groupe capitaliste CAFOM (But, Darty, Habitat, etc.)

Dans les deux îles, les candidats des listes « Combat-ouvrier - Faire entendre le camp des travailleurs » dénoncent les détournements de l'argent public vers les grosses entreprises capitalistes du privé, des gros planteurs, des riches békés. Ils appellent au contrôle de l'argent public par les travailleurs, mais aussi au contrôle des profits réalisés par les entreprises privées grâce à leur exploitation, et à l'abolition du secret des affaires.

Ils exigent aussi, entre autres, l'indemnisation des travailleurs et de la population gravement atteints par le chlordécone et les pesticides, le retour de l'eau et de l'eau potable dans les robinets, l'augmentation générale des salaires, allocations et pensions, contre le chômage : la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Combat ouvrier est la seule organisation présente à ces élections aux Antilles françaises qui se situe strictement sur un terrain de classe, celui de la classe ouvrière et des pauvres. Tous les autres candidats de gauche comme de droite ainsi qu'automatistes et

indépendantistes disent lutter pour « la Guadeloupe » ou « la Martinique » ou pour le « péyi Gwadeloup » ou « péyi Martinique ».

Combat ouvrier met en avant le fait qu'il existe deux Guadeloupe et deux Martinique : celles des classes riches et aisées et celle des travailleurs et des pauvres.

Regrouper tout le monde sans distinction derrière la défense de « la Guadeloupe » ou « la Martinique » revient à défendre aussi bien les riches que les exploités pauvres, donc à défendre les riches. Pour les notables de tout bord « la Guadeloupe » ou « la Martinique » sont un paravent qui tente de masquer les

différences de classe. Combat ouvrier au contraire les met en évidence. Car comme partout, la classe ouvrière doit défendre son indépendance politique. C'est une garantie pour l'avenir dans la lutte pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire des travailleurs, pour que les travailleurs puissent demain prendre la tête de la lutte contre les séquelles colonialistes et l'exploitation capitaliste. C'est garantir le succès de la lutte des classes, quelle que soit la longueur du chemin qui mènera à la révolution sociale qui seule pourra changer radicalement le sort des exploités.

Pierre Jean-Christophe



Jean-Marie Nomertin, tête de liste en Guadeloupe, lors d'une mobilisation contre un patron de la banane.



Gabriel Jean-Marie, tête de liste en Martinique.